

Groupe CGI inc.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Le 28 avril 2010

MODE DE PRÉSENTATION

Le présent rapport de gestion est la responsabilité de la direction, et il a été examiné et approuvé par le conseil d'administration. Le présent rapport de gestion a été établi conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Il incombe au conseil d'administration d'examiner et d'approuver le rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de ses devoirs principalement par l'intermédiaire de son comité de vérification et de gestion des risques, dont les membres nommés par le conseil d'administration sont tous indépendants et connaissent bien la finance.

Dans le présent document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner le Groupe CGI inc. Le présent rapport de gestion fournit des informations que la direction juge pertinentes aux fins de l'appréciation et de la compréhension des résultats d'exploitation consolidés et de la situation financière de la Société. Il doit être lu avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires pour les périodes de trois mois et de six mois terminées les 31 mars 2010 et 2009, ainsi qu'avec le rapport annuel de l'exercice 2009. Les conventions comptables de CGI sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), lesquels diffèrent à certains égards des principes comptables généralement reconnus des États-Unis (« PCGR des États-Unis »). On trouvera à la note 14 afférente aux états financiers consolidés un rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et ceux des États-Unis. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion vise les trois objectifs principaux suivants :

- Donner une explication narrative des états financiers consolidés du point de vue de la direction;
- Présenter le contexte dans lequel les états financiers consolidés doivent être analysés en étoffant les informations fournies au sujet de la dynamique et des tendances qui se dégagent des activités de la Société;
- Fournir des informations permettant aux lecteurs d'évaluer la probabilité que le rendement passé soit représentatif du rendement futur.

En vue d'atteindre ces objectifs, le rapport de gestion est divisé dans les principales rubriques suivantes :

Profil de l'entreprise – description de nos activités et de la façon dont nous générons des produits, ainsi que des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. Nous y présentons aussi un résumé des faits nouveaux importants et certains points saillants de nature financière du trimestre considéré;

Résultats financiers – analyse des variations sur douze mois des résultats d'exploitation pour les périodes de trois mois et de six mois terminées les 31 mars 2010 et 2009, description des facteurs influant sur les produits et le bénéfice (sur une base consolidée et par secteur d'exploitation) et description des facteurs ayant une incidence sur les variations dans les principales catégories de charges. Cette section comprend aussi une analyse des nouveaux contrats, ventilés par région et par secteur cible;

Situation de trésorerie et sources de financement – analyse des variations des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement et description de la situation de trésorerie de la Société et des sources de financement à sa disposition;

Principales estimations comptables, modifications comptables futures et risques et incertitudes – explication des sections des états financiers qui nécessitent le recours aux principales estimations et hypothèses pour calculer les montants visés. En outre, nous présentons une mise à jour de l'état du projet de conversion aux IFRS. Nous traitons

Groupe CGI inc.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

également des risques auxquels sont exposées nos activités commerciales et des conséquences que ces risques pourraient entraîner s'ils se matérialisaient.

IMPORTANCE DES INFORMATIONS FOURNIES

Le présent rapport de gestion contient des informations que nous jugeons importantes pour les investisseurs. Nous considérons qu'un élément est important s'il provoque, ou s'il est raisonnablement susceptible de provoquer, une variation importante du cours ou de la valeur de nos actions, ou s'il est probable qu'un investisseur raisonnable jugerait l'information importante pour prendre une décision d'investissement.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Toutes les déclarations contenues dans le présent rapport de gestion qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « déclarations prospectives » au sens de l'article 27A de la loi américaine *Securities Act of 1933* et de l'article 21E de la loi américaine *Securities Exchange Act of 1934*, dans leur version modifiée, et constituent de « l'information prospective » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions de CGI, sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement des déclarations prospectives et de l'information prospective. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, l'échéancier et l'envergure des nouveaux contrats, les acquisitions et autres initiatives d'expansion de la Société; la capacité d'attirer et de fidéliser du personnel compétent; la concurrence au sein d'une industrie des TI en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change et d'autres risques et hypothèses énoncés dans le rapport de gestion, dans le rapport annuel de CGI inclus dans le formulaire 40-F déposé auprès de la *Securities and Exchange Commission* des États-Unis (disponible sur EDGAR à l'adresse www.sec.gov), ainsi que dans la notice annuelle déposée auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (disponible sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'à des fins de déclarations prospectives ou d'information prospective et ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi, notamment en ce qui concerne les énoncés relatifs à la performance future. À moins que les lois qui s'appliquent ne l'exigent, CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à l'arrivée d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces déclarations prospectives ou à l'information prospective. Vous trouverez à la rubrique « Risques et incertitudes » de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Le lecteur est prié de noter que la Société présente ses résultats financiers selon les PCGR. Toutefois, dans le présent rapport de gestion, nous utilisons certaines mesures financières non conformes aux PCGR, à savoir :

1. le bénéfice tiré des activités poursuivies avant intérêts sur la dette à long terme, revenu d'intérêts, autres (revenus) charges et impôts sur les bénéfices (« BAI ajusté »);
2. la croissance en devises constantes;
3. le délai moyen de recouvrement des créances;
4. le rendement du capital investi;
5. le rendement des capitaux propres;
6. le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme.

Groupe CGI inc.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR fournissent des renseignements utiles aux investisseurs en ce qui a trait à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société, étant donné qu'elles représentent des mesures additionnelles de son rendement. Ces mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elles doivent être considérées comme des données supplémentaires ne remplaçant pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR.

On trouvera un rapprochement du BAII ajusté et de sa mesure la plus proche selon les PCGR à la page 18, les définitions de la croissance en devises constantes, du délai moyen de recouvrement des créances, du rendement du capital investi, du rendement des capitaux propres et du ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme aux pages 8 et 9, tandis qu'une analyse du ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres, une analyse du rendement du capital investi, une analyse du rendement des capitaux propres et une analyse du délai moyen de recouvrement des créances figurent à la page 24.

RETRAITEMENT DES ÉTATS FINANCIERS DES PÉRIODES ANTÉRIEURES

Au cours de l'exercice 2009, CGI a adopté rétrospectivement le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », avec retraitement des états financiers des périodes antérieures. Depuis le premier trimestre de l'exercice 2010, CGI a adopté le chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle » rétrospectivement. Le présent rapport de gestion tient compte de l'incidence de ces retraitements sur les états financiers consolidés des périodes de trois mois et de six mois terminées le 31 mars 2009. Veuillez vous reporter à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés pour obtenir de plus amples informations.

Agent des transferts

Société de fiducie Computershare du Canada
(800) 564-6253

Relations avec les investisseurs

Lorne Gorber
Vice-président, Communications et relations avec les investisseurs
Téléphone : (514) 841-3355
lorne.gorber@cgi.com

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	5
À PROPOS DE CGI.....	5
VISION ET STRATÉGIE	6
CONTEXTE CONCURRENTIEL	6
VARIATIONS TRIMESTRIELLES	6
POINTS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010	6
PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS	7
APERÇU DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010	8
PRINCIPALES MESURES DU RENDEMENT	8
PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	9
RÉSULTATS FINANCIERS	10
<i>Nouveaux contrats et ratio nouveaux contrats/facturation</i>	10
<i>Change</i>	10
<i>Répartition des produits</i>	11
<i>Variation des produits et produits selon les secteurs d'exploitation</i>	12
CHARGES D'EXPLOITATION	14
BAII AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION	16
BÉNÉFICE TIRÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	18
BÉNÉFICE NET	19
SITUATION DE TRÉSORERIE	20
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION POURSUIVIES	20
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT POURSUIVIES	20
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT POURSUIVIES	21
INCIDENCE DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	22
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	22
SOURCES DE FINANCEMENT	22
INSTRUMENTS FINANCIERS ET COUVERTURES	23
INDICATEURS DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE ET DES SOURCES DE FINANCEMENT	24
INSTRUMENTS DE FINANCEMENT HORS BILAN ET GARANTIES	24
CAPACITÉ DE LIVRER LES RÉSULTATS	25
OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS	26
RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS SUR LA COENTREPRISE	26
SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES	26
MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES	27
PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES	27
MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES	30
RISQUES ET INCERTITUDES	33
RISQUES DE MARCHÉ	33
RISQUES LIÉS À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ	33
RISQUES LIÉS À NOTRE ENTREPRISE.....	35
INTÉGRITÉ DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	38
POURSUITES JUDICIAIRES	39

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

PROFIL DE L'ENTREPRISE

À PROPOS DE CGI

Fondée en 1976 et établie à Montréal, au Canada, CGI est l'un des plus importants fournisseurs indépendants de services complets en technologies de l'information (« services en TI ») et en gestion des processus d'affaires dans le monde. À cette fin, CGI mise sur un modèle souple et économique de prestation de services. CGI et ses entreprises affiliées comptent quelque 26 000 professionnels œuvrant dans 16 pays. Le modèle de prestation de services de la Société lui permet de fournir ses services sur place, dans les bureaux de ses clients ou à distance, par l'entremise de l'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Nous possédons aussi des solutions d'affaires avancées qui nous aident à tisser des liens durables avec nos clients. Nous subdivisons nos services en fonction des trois catégories ci-dessous :

- Services-conseils – CGI fournit une gamme complète de services de consultation en TI et en gestion, y compris dans les domaines de la transformation des affaires, de la planification stratégique des TI, de l'ingénierie des processus d'affaires et de l'architecture de systèmes.
- Intégration de systèmes – CGI intègre et adapte des technologies et des applications logicielles de pointe afin de créer des systèmes informatiques qui répondent aux besoins stratégiques de ses clients.
- Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (« impartition ») – Nos clients nous délèguent la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et de leurs processus d'affaires afin de réaliser des économies substantielles et d'avoir accès aux technologies les plus appropriées tout en conservant la maîtrise de leurs stratégies en ces domaines. Dans le cadre de ce type d'entente, nous mettons en œuvre nos processus de qualité ainsi que nos pratiques visant à rehausser l'efficacité des entreprises clientes. En plus d'incorporer les activités de nos clients à notre réseau technologique, nous pouvons intégrer les professionnels spécialisés qui étaient jusque-là à leur emploi, permettant ainsi à nos clients de se concentrer encore davantage sur leurs principales activités. Les services fournis dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent englober un ou plusieurs des aspects suivants : le développement et l'intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications; la maintenance et le soutien d'applications; la gestion de l'infrastructure technologique (informatique d'entreprise et d'utilisateurs, services réseau); le traitement des opérations, la gestion des processus d'affaires et d'autres services tels que la gestion de la paie et la gestion des documents. Les contrats d'impartition, dont la durée est généralement de cinq à dix ans, peuvent être renouvelables.

CGI offre ses services complets aux entreprises appartenant à des secteurs cibles que nous connaissons à fond. Cette approche nous permet de comprendre pleinement les défis concrets auxquels nos clients font face et de mettre à leur disposition les connaissances ainsi que les solutions qu'il leur faut pour réaliser leurs objectifs d'affaires. Nos secteurs cibles sont les gouvernements et les services de santé, les services financiers, les télécommunications et les services publics, le secteur de la distribution et du détail, et le secteur manufacturier.

Nous élargissons les horizons de nos clients et leur procurons des avantages supplémentaires grâce à plus d'une centaine de solutions d'affaires exclusives, parmi lesquelles on retrouve des progiciels de gestion intégrés ainsi que des solutions de crédit et de recouvrement, de gestion fiscale, de gestion des dépenses, de vérification des réclamations, de dépistage des fraudes et de gestion de l'énergie.

La qualité supérieure des services que nous fournissons à nos clients fait notre fierté. Voilà pourquoi nous avons établi et maintenu le programme de qualité de l'Organisation internationale de normalisation (« ISO »). Nous sommes persuadés que c'est en définissant des normes exigeantes de qualité du service et en contrôlant sans cesse la conformité de nos activités à ces normes que nous sommes le mieux en mesure de combler les besoins de nos clients. Notre programme ISO a une très vaste portée au sein de la Société : environ 98 % de nos produits émanent d'unités d'affaires possédant la certification ISO.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Nous gérons nos activités en fonction des trois secteurs d'exploitation suivants, outre les activités du siège social : le Canada, les États-Unis et l'Inde (« États-Unis »), ainsi que l'Europe et l'Asie-Pacifique (« Europe »). Ces secteurs d'exploitation sont structurés en fonction du lieu de prestation de services; leurs résultats englobent les activités qu'ils exercent pour les clients de leurs régions respectives ainsi que les activités réalisées par nos centres d'excellence dans le cadre de notre modèle mondial de prestations de services.

VISION ET STRATÉGIE

Notre stratégie s'appuie sur des données fondamentales à long terme et n'a pas été modifiée depuis le 30 septembre 2009. Veuillez consulter notre rapport annuel 2009 ou visiter notre site Web, à l'adresse www.cgi.com, pour obtenir de plus amples informations.

CONTEXTE CONCURRENTIEL

Aucune modification importante n'a été apportée à la description présentée dans notre rapport annuel 2009.

VARIATIONS TRIMESTRIELLES

Veuillez consulter notre rapport annuel 2009 pour obtenir des précisions sur les facteurs à l'origine des variations trimestrielles.

POINTS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010

Tous comme les conditions de marché, la croissance des produits de CGI s'améliore. Les clients reprennent peu à peu confiance dans le marché, et ceux qui ont déjà recommencé à investir dans les services de TI contribuent à la croissance en devises constantes de la Société. Les mesures de restructuration et de contrôle des coûts que nous avons mises en œuvre ont favorisé le maintien, voire l'augmentation, des marges au cours de la récession et aux premiers stades de la reprise économique. Voici les points saillants du trimestre :

- les nouveaux contrats totalisent 1,1 milliard \$, ce qui a généré un ratio nouveaux contrats/facturation de 117 % pour les 12 derniers mois;
- la croissance en devises constantes atteint 3,5 %;
- la marge du BAI ajusté demeure élevée à 13,6 %;
- le bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies a monté de 12,0 %;
- le taux de rendement du capital investi a atteint un niveau sans précédent de 16,0 % au cours du trimestre;
- le solde de trésorerie et de placements à court terme de 419 millions \$ était supérieur de 35 millions \$ au solde de la dette à long terme;
- le délai moyen de recouvrement des créances s'est amélioré, passant de 42 jours un an plus tôt à 35 jours;
- la Société a racheté 9,0 millions d'actions classe A au cours du trimestre.

ACTIONS EN CIRCULATION ET OPTIONS SUR ACTIONS EN COURS (AU 21 AVRIL 2010)

251 685 402 actions subalternes classe A

33 608 159 actions classe B

27 852 438 options sur actions subalternes classe A

PERFORMANCE DU TITRE AU COURS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010

Les actions de CGI sont inscrites à la Bourse de Toronto (GIB.A) ainsi qu'à celle de New York (GIB). Elles figurent dans l'indice composé S&P/TSX, dans l'indice plafonné des technologies de l'information S&P/TSX, dans l'indice des titres à moyenne capitalisation S&P/TSX et dans l'indice Dow Jones Sustainability.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Bourse de Toronto

	(\$ CA)
Ouverture :	14,17
Haut :	15,74
Bas :	13,86
Clôture :	15,20

Bourse de New York

	(\$ US)
Ouverture :	13,57
Haut :	15,36
Bas :	12,98
Clôture :	14,91

Moyenne des transactions quotidiennes

au Canada : 1 259 922

Moyenne des transactions quotidiennes

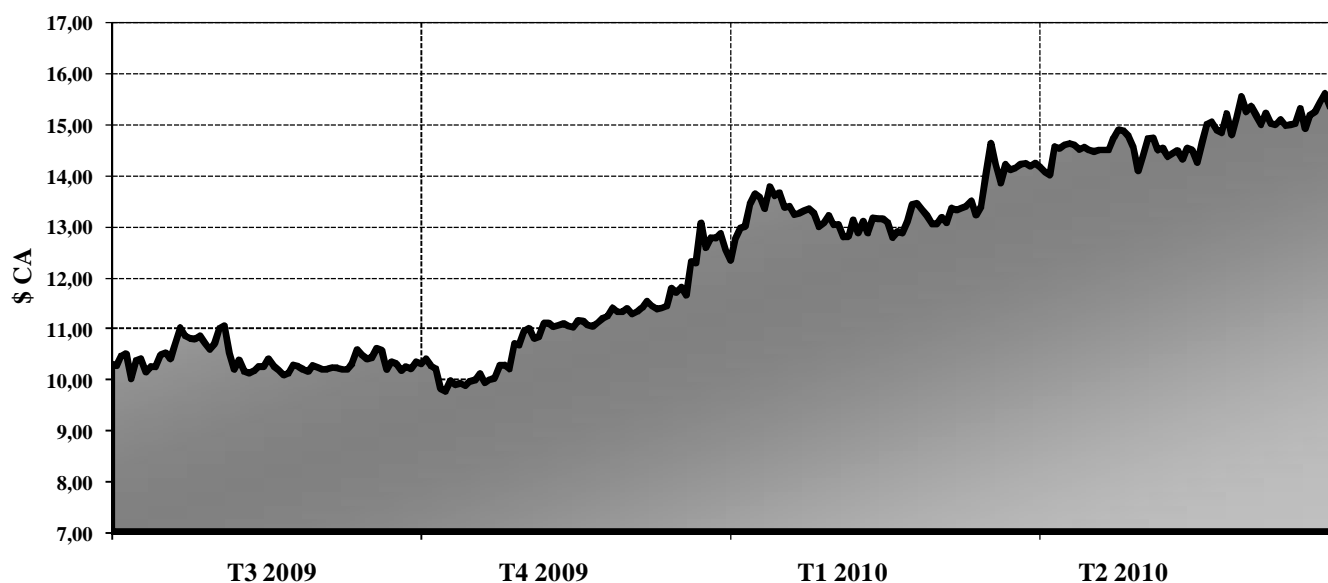
aux États-Unis :

159 505

Compte tenu de la moyenne des transactions quotidiennes à la Bourse de Toronto et dans les systèmes de négociation parallèles.

RENDEMENT DE L'ACTION

Cours de l'action de CGI (Bourse de Toronto) au cours des douze derniers mois



PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

Le 27 janvier 2010, le conseil d'administration de la Société a autorisé, avec l'approbation de la Bourse de Toronto, le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et le rachat, au cours de l'exercice suivant, de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A détenues dans le public. Cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités permet à CGI de racheter sur le marché libre jusqu'à 25 151 058 actions subalternes classe A aux fins d'annulation. Les actions subalternes classe A peuvent être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités à compter du 9 février 2010 jusqu'à la première des dates suivantes : le 8 février 2011, la date à laquelle la Société acquiert le nombre maximal d'actions classe A en vertu de l'offre publique de rachat ou la date à laquelle la Société choisit de mettre fin à l'offre publique de rachat.

Au cours du deuxième trimestre de 2010, la Société a racheté 9 005 089 de ses actions subalternes classe A en contrepartie de 131,1 millions \$ à un prix moyen, incluant les commissions, de 14,56 \$. Le nombre d'actions subalternes classe A en circulation comprend 413 600 actions qui ont été rachetées à la fin du trimestre, lesquelles étaient détenues par la Société, puis payées et annulées après le 31 mars 2010. Depuis le début de l'exercice, qui a débuté en octobre, la Société a racheté 20 394 869 de ses actions subalternes classe A en contrepartie de 281,4 millions \$ à un prix moyen, incluant les commissions, de 13,80 \$.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

APERÇU DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010

PRINCIPALES MESURES DU RENDEMENT

Nous utilisons un éventail de mesures financières, de ratios et de mesures non conformes aux PCGR pour évaluer notre rendement. Le tableau ci-dessous résume nos principales mesures du rendement. Les résultats obtenus et l'analyse des différents indicateurs sont présentés dans les sections suivantes.

Rentabilité	<ul style="list-style-type: none">• BAII ajusté – mesure du bénéfice avant éléments non directement liés au coût des activités, comme les frais de financement et les impôts sur les bénéfices (voir la définition à la page 2). La direction estime qu'il s'agit du meilleur indicateur de la rentabilité de nos activités.• Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies attribuable aux actionnaires de CGI – mesure du bénéfice généré pour les actionnaires, présenté par action, qui suppose l'exercice de toutes les options dans le cours.
Situation de trésorerie	<ul style="list-style-type: none">• Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies – mesure des rentrées de fonds générées dans le cadre de la gestion de nos activités commerciales courantes. Nous croyons que nos flux de trésorerie d'exploitation robustes témoignent de la souplesse financière qui nous permet d'exécuter notre stratégie d'entreprise.• Délai moyen de recouvrement des créances – nombre moyen de jours pour convertir nos créances clients et nos travaux en cours en rentrées de fonds. La direction surveille cet indicateur de près pour assurer le recouvrement des sommes dues en temps opportun et le maintien d'un niveau suffisant de liquidités, et elle s'engage à ce que le délai moyen demeure inférieur à la cible de 45 jours.
Croissance	<ul style="list-style-type: none">• Croissance en devises constantes – mesure de la croissance des produits avant l'effet de la variation des taux de change. Nous estimons qu'il est utile d'ajuster les produits de manière à exclure l'incidence des fluctuations des devises afin de mieux comprendre les tendances du secteur.• Carnet de commandes – meilleure estimation par la direction des produits qui seront réalisés dans l'avenir, en fonction des modalités des contrats de clients respectifs en vigueur à une date donnée.• Ratio nouveaux contrats/facturation – mesure des nouveaux contrats obtenus en proportion avec nos produits de la période. Cet indicateur permet à la direction de surveiller les initiatives de développement des affaires de l'entreprise pour assurer la croissance de notre carnet de commandes et de nos activités au fil du temps. La direction demeure engagée à maintenir un ratio cible supérieur à 100 % sur une période de douze mois. La direction estime que cette période plus longue constitue une mesure plus efficace étant donné que l'envergure et l'échéancier des nouveaux contrats pourraient faire varier la mesure considérablement sur une période de trois mois seulement.
Structure du capital	<ul style="list-style-type: none">• Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme – mesure de notre levier financier, déduction faite de notre situation de trésorerie et des placements à court terme. La direction utilise cet indicateur, qui donne un aperçu de notre santé financière, pour surveiller la proportion de la dette par rapport aux capitaux utilisés pour financer nos activités.• Rendement des capitaux propres – mesure du taux de rendement de la participation de nos actionnaires. La direction fait appel au rendement des capitaux propres pour mesurer l'efficacité avec laquelle elle génère des bénéfices pour les actionnaires de la Société et dans quelle mesure la Société a du succès en utilisant les fonds de placement pour faire croître le bénéfice.• Rendement du capital investi – mesure de l'efficacité avec laquelle la Société répartit les capitaux dont elle a le contrôle dans des placements rentables. La direction examine ce ratio pour déterminer dans quelle mesure elle utilise bien ses fonds pour dégager des rendements.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Aux dates indiquées et pour les périodes de trois mois terminées à ces dates	31 mars 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2009	30 juin 2009	31 mars 2009	31 déc. 2008	30 sept. 2008	30 juin 2008
Croissance								
Carnet de commandes ¹ (en millions de dollars)	11 420	11 410	10 893	11 772	12 019	11 400	11 645	11 638
Nouveaux contrats (en millions de dollars)	1 131	1 591	549	1 059	1 676	775	982	986
Ratio nouveaux contrats/facturation	124 %	174 %	59 %	111 %	177 %	78 %	106 %	104 %
Produits (en milliers de dollars)	910 441	913 006	926 051	950 419	948 319	1 000 372	929 198	950 468
Croissance par rapport à l'exercice précédent	-4,0 %	-8,7 %	-0,3 %	0,0 %	1,9 %	11,7 %	2,8 %	4,0 %
Croissance en devises constantes ²	3,5 %	-3,7 %	-1,4 %	-4,5 %	-5,6 %	4,3 %	2,6 %	6,5 %
Rentabilité								
BAIL ajusté ³	123 963	119 436	126 128	113 135	107 250	114 228	105 255	111 091
Marge du BAIL ajusté	13,6 %	13,1 %	13,6 %	11,9 %	11,3 %	11,4 %	11,3 %	11,7 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies (en milliers de dollars)	81 591	111 219	82 640	76 678	76 590	79 989	75 492	82 066
Marge du bénéfice tiré des activités poursuivies	9,0 %	12,2 %	8,9 %	8,1 %	8,1 %	8,0 %	8,1 %	8,6 %
Bénéfice net (en milliers de dollars)	81 591	111 219	82 640	76 678	77 813	80 074	73 815	78 289
Marge bénéficiaire nette	9,0 %	12,2 %	8,9 %	8,1 %	8,2 %	8,0 %	7,9 %	8,2 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies (en dollars) ⁴	0,28	0,38	0,27	0,25	0,25	0,26	0,24	0,26
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies (en dollars) ⁴	0,28	0,37	0,27	0,25	0,25	0,26	0,24	0,25
Bénéfice de base par action (en dollars) ⁴	0,28	0,38	0,27	0,25	0,25	0,26	0,24	0,25
Bénéfice dilué par action (en dollars) ⁴	0,28	0,37	0,27	0,25	0,25	0,26	0,23	0,24
Situation de trésorerie								
Flux de trésorerie provenant des activités poursuivies (en milliers de dollars)	125 016	166 128	192 450	170 894	187 299	79 601	82 942	105 882
Délai moyen de recouvrement des créances ⁵	35	30	39	41	42	52	50	48
Structure du capital								
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme ⁶	s.o.	s.o.	s.o.	0,6 %	4,0 %	9,6 %	13,9 %	15,6 %
Rendement des capitaux propres ⁷	15,5 %	15,2 %	14,2 %	14,3 %	15,1 %	15,4 %	15,6 %	15,3 %
Rendement du capital investi ⁸	16,0 %	15,4 %	14,0 %	13,7 %	14,1 %	14,1 %	14,0 %	13,5 %
Bilan								
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	419 110	346 445	343 427	271 974	186 427	216 034	50 134	67 632
Total de l'actif	3 872 980	3 785 231	3 899 910	3 988 216	3 938 735	3 985 914	3 680 558	3 655 789
Passifs financiers à long terme ⁹	305 409	290 625	302 741	319 647	345 904	436 860	326 916	378 920

¹ Le carnet de commandes tient compte de l'obtention de nouveaux contrats et des prolongations et renouvellements de contrats (« nouveaux contrats »), contrebalancés en partie par les travaux achevés au cours du trimestre chez les clients ainsi que des modifications de volumes, des annulations et de l'incidence des taux de change sur nos contrats en vigueur. Le carnet de commandes repose sur des estimations de la direction qui peuvent être modifiées de temps à autre.

² La croissance en devises constantes est ajustée pour éliminer l'incidence de la variation des taux de change. Voir la page 12 pour plus de renseignements.

³ Le BAIL ajusté n'est pas une mesure définie par les PCGR. La page 18 présente un rapprochement de cet élément et de sa mesure la plus proche selon les PCGR.

⁴ Les montants relatifs au bénéfice par action sont attribuables aux actionnaires de CGI.

⁵ On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés de la somme des créances clients et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par les produits comptabilisés pour le dernier trimestre, divisés par 90 jours.

⁶ Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements à court terme (« dette nette »), par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme. La dette nette et la somme des capitaux propres et de la dette à long terme sont toutes deux présentées déduction faite de la juste valeur des contrats à terme. Du quatrième trimestre de 2009 au deuxième trimestre de 2010, le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme a été négatif, donc sans objet (s.o.).

⁷ Le taux de rendement des capitaux propres correspond au bénéfice tiré des activités poursuivies pour les douze derniers mois divisé par les capitaux propres moyens des quatre trimestres les plus récents.

⁸ Le taux de rendement du capital investi représente le BAIL ajusté après impôts, divisé par la moyenne du capital investi (soit la somme des capitaux propres et de la dette moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements à court terme, déduction faite de la juste valeur des contrats à terme) au cours des quatre trimestres les plus récents.

⁹ Les passifs financiers à long terme comprennent la tranche à long terme de la dette et des contrats de location-acquisition, les coûts d'intégration et de restructuration, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, la rémunération différée et les contrats à terme en situation de passif.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

RÉSULTATS FINANCIERS

Nouveaux contrats et ratio nouveaux contrats/facturation

Le ratio nouveaux contrats/facturation de la Société s'est établi à 124 % pour le trimestre. Puisque le ratio nouveaux contrats/facturation représente la valeur totale des nouveaux contrats par rapport à la valeur totale des produits de la période considérée, CGI analyse ce ratio clé sur une période consécutive de 12 mois. Sur les nouveaux contrats d'une valeur de 1,1 milliard \$ signés au cours du trimestre, 60 % provenaient de nouveaux clients, et 40 %, de prolongations et de renouvellements.

Les progrès ont été spécialement marqués dans les secteurs cibles des gouvernements et services de santé et des services financiers d'où ont émané respectivement environ 74 % et 15 % du total des nouveaux contrats signés. Sur le plan géographique, l'apport des États-Unis s'est élevé à 72 % alors que celui du Canada s'est établi à 23 %, et celui de l'Europe à 5 % des nouveaux contrats signés.

Nous présentons de l'information sur les nouveaux contrats signés, car nous estimons fournir ainsi des renseignements utiles sur la variation de notre volume de contrats au fil du temps. Néanmoins, compte tenu des délais de prise d'effet de nos contrats d'impartition et des périodes de transition précédant leur mise en œuvre, les produits associés à ces nouveaux contrats peuvent fluctuer d'une période à l'autre. Les valeurs initialement comptabilisées peuvent varier avec le temps en raison de leur caractère variable, y compris l'utilisation découlant de la demande, les modifications de la portée des travaux à exécuter découlant de changements des demandes des clients ainsi que les dispositions de résiliation au gré des clients. Par conséquent, l'information concernant nos nouveaux contrats ne doit pas faire l'objet d'une comparaison avec l'analyse de nos produits ni se substituer à une telle analyse. Il s'agit plutôt d'un indicateur clé de nos produits futurs utilisé par la direction de la Société pour évaluer la croissance.

Change

La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale et est exposée à la variation des taux de change. Nous présentons tous les montants en dollars canadiens. Toutefois, selon les PCGR, nous évaluons les actifs, les passifs et les opérations en devises en fonction des divers taux de change.

Pour les périodes qui suivent, nous avons utilisé les taux de change de clôture suivants pour évaluer nos actifs, nos passifs et le carnet de commandes en dollars canadiens :

	Aux 31 mars			Au 30 septembre	
	2010	2009	Variation 2010/2009	2009	Variation mars/sept.
Dollar américain	1,0156	1,2602	-19,4 %	1,0722	-5,3 %
Euro	1,3737	1,6710	-17,8 %	1,5686	-12,4 %
Roupie indienne	0,0226	0,0248	-8,9 %	0,0223	1,3 %
Livre sterling	1,5422	1,8022	-14,4 %	1,7158	-10,1 %

Rapport de gestion

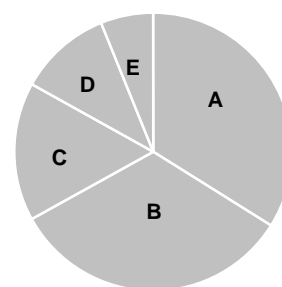
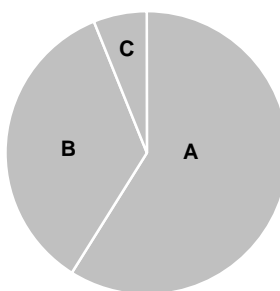
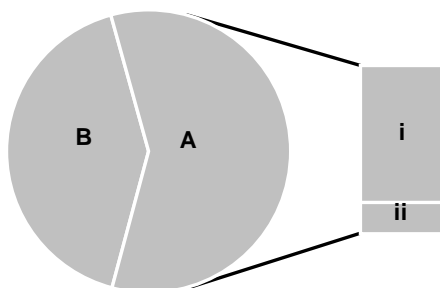
Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Nous avons utilisé les taux de change suivants pour évaluer nos produits, nos charges et nos nouveaux contrats :

	Périodes de trois mois terminées les			Périodes de six mois terminées les		
	31 mars 2010	31 mars 2009	Variation	31 mars 2010	31 mars 2009	Variation
Dollar américain	1,0409	1,2453	-16,4 %	1,0481	1,2289	-14,7 %
Euro	1,4406	1,6217	-11,2 %	1,4986	1,6094	-6,9 %
Roupie indienne	0,0227	0,0251	-9,4 %	0,0227	0,0250	-9,1 %
Livre sterling	1,6256	1,7860	-9,0 %	1,6734	1,8429	-9,2 %

Répartition des produits

Les graphiques suivants fournissent des renseignements additionnels sur la répartition de nos produits du trimestre :



Types de contrats	Répartition géographique	Secteurs cibles
<p>A. Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition)</p> <p>i) Services en TI 48 %</p> <p>ii) Services en gestion des processus d'affaires 10 %</p> <p>B. Intégration de systèmes et services-conseils 42 %</p>	<p>A. Canada 59 %</p> <p>B. États-Unis 35 %</p> <p>C. Europe 6 %</p>	<p>A. Gouvernements et services de santé 34 %</p> <p>B. Services financiers 33 %</p> <p>C. Télécommunications et services publics 16 %</p> <p>D. Distribution et détail 11 %</p> <p>E. Manufacturier 6 %</p>

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Variation des produits et produits selon les secteurs d'exploitation

Le tableau qui suit présente la croissance totale de nos produits et la croissance de nos produits selon les secteurs d'exploitation, entre les périodes de 2010 et de 2009, en isolant l'incidence de la variation des taux de change. Les produits par secteur d'exploitation pour l'exercice 2009 sont établis au moyen des taux de change réels pour cette période. La variation du taux de change est calculée compte tenu d'un taux de change des devises constantes entre les deux périodes.

	Périodes de trois mois terminées les			Périodes de six mois terminées les		
	31 mars 2010	31 mars 2009	Variation	31 mars 2010	31 mars 2009	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>						
Produits	910 441	948 319	-4,0 %	1 823 447	1 948 691	-6,4 %
Variation compte non tenu de la variation des taux de change	3,5 %	-5,6 %		-0,2 %	-0,8 %	
Incidence de la variation des taux de change	-7,5 %	7,5 %		-6,2 %	7,5 %	
Variation par rapport à la période précédente	-4,0 %	1,9 %		-6,4 %	6,7 %	
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada compte non tenu de la variation des taux de change	536 512	529 454	1,3 %	1 077 447	1 113 710	-3,3 %
Incidence de la variation des taux de change	(2 850)			(5 219)		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	533 662	529 454	0,8 %	1 072 228	1 113 710	-3,7 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis compte non tenu de la variation des taux de change	386 015	343 639	12,3 %	744 652	685 336	8,7 %
Incidence de la variation des taux de change	(62 576)			(108 197)		
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis	323 439	343 639	-5,9 %	636 455	685 336	-7,1 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe compte non tenu de la variation des taux de change	58 815	75 226	-21,8 %	122 593	149 645	-18,1 %
Incidence de la variation des taux de change	(5 475)			(7 829)		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe	53 340	75 226	-29,1 %	114 764	149 645	-23,3 %
Produits	910 441	948 319	-4,0 %	1 823 447	1 948 691	-6,4 %

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2010, l'économie nord-américaine affichant des signes de reprise, la Société a réalisé une croissance en devises constantes de 3,5 %. Cette croissance, stimulée par les États-Unis et le Canada, a été en partie neutralisée par nos activités européennes. Cette reprise favorable fait suite à l'incidence du ralentissement économique à l'échelle mondiale qui s'est manifestée sur nos résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2009 et a poussé de nombreux clients à faire preuve de prudence, cherchant à conserver leurs liquidités et à revoir leurs plans d'investissement dans le but de préserver leur rentabilité à court terme et de réduire les exigences en matière de flux de trésorerie. Certains clients ont choisi de reporter ou d'échelonner davantage leurs projets en cours de réalisation, de différer le lancement de nouveaux projets, de se procurer les mêmes services auprès de nos centres mondiaux de prestation de services ou de réévaluer leurs budgets d'investissement et d'exploitation, et ce, afin d'améliorer leurs marges bénéficiaires.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010, les produits ont totalisé 910,4 millions \$, soit un recul de 37,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En devises constantes, les produits ont augmenté de 3,5 % sur douze mois, et la variation des taux de change a entraîné une diminution de 7,5 %, ou 70,9 millions \$, surtout en raison de la dépréciation du dollar américain. En devises constantes, des hausses ont été enregistrées au cours du trimestre dans les secteurs cibles des gouvernements et services de santé, des services financiers et des télécommunications et services publics.

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010, les produits ont totalisé 1 823,4 millions \$, ce qui représente une diminution de 125,2 millions \$ ou 6,4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations des taux de change ont nuí aux produits de 6,2 % ou 121,2 millions \$, surtout en raison de la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. En devises constantes, nos produits sont essentiellement demeurés inchangés. En devises constantes, des hausses ont été enregistrées au cours de la période de six mois dans les secteurs cibles des gouvernements et services de santé, des services financiers et des télécommunications et services publics.

Canada

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010, les produits émanant de notre secteur d'exploitation Canada ont totalisé 533,7 millions \$, ce qui correspond à une hausse de 4,2 millions \$ ou 0,8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En devises constantes, la hausse des produits correspond à 1,3 %, soit une amélioration comparativement au pourcentage de croissance sur douze mois des six derniers trimestres. Une amélioration de la conjoncture, combinée avec un intérêt renouvelé pour nos services, nous permet de croire que les clients qui ont repoussé leurs projets au cours du dernier exercice recommencent à affecter des fonds à leurs nouveaux projets de TI.

Notre secteur d'exploitation Canada a dégagé des produits de 1 072,2 millions \$ pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010, ce qui correspond à un recul de 41,5 millions \$ ou 3,7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul est principalement attribuable au non-renouvellement d'un contrat peu rentable de 25,9 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2009. Il s'explique également par la réaction à court terme de nos clients face à la conjoncture économique difficile qui a commencé au deuxième trimestre de l'exercice 2009, entraînant le report des projets de TI ou l'obtention de services auprès de centres moins coûteux. Le recul a été contrebalancé en partie par le rendement de contrats additionnels auprès de clients existants en raison de l'amorce de la reprise économique à l'exercice 2010, notamment dans le secteur cible des services financiers et des télécommunications et services publics.

États-Unis

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010, les produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis se sont chiffrés à 323,4 millions \$, soit une baisse de 20,2 millions \$ ou 5,9 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien a fait baisser nos produits de 62,6 millions \$, alors que nos activités ont en partie contrebalancé cette baisse avec une croissance en devises constantes de 42,4 millions \$ ou 12,3 %. Ce niveau élevé de croissance en devises constantes n'avait pas été atteint depuis le début de la crise économique, ce qui est en soi un autre signe d'une reprise en Amérique du Nord. La croissance en devises constantes est essentiellement attribuable aux nouveaux contrats d'impartition qui ont été conclus à la fin du deuxième semestre de l'exercice 2009, notamment dans les secteurs cibles des services financiers et des gouvernements et services de santé.

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010, les produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis ont totalisé 636,5 millions \$, ce qui représente une diminution de 48,9 millions \$ ou 7,1 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Encore une fois, l'incidence négative du taux de change a représenté une diminution de 108,2 millions \$. En devises constantes, nous avons gagné 59,3 millions \$ ou 8,7 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de l'obtention de nouveaux contrats et de projets additionnels dans les secteurs cibles des services financiers et des gouvernements et services de santé.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Europe

Notre secteur d'exploitation Europe a dégagé des produits de 53,3 millions \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010, ce qui correspond à un recul de 21,9 millions \$ ou 29,1 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En devises constantes, les produits ont diminué de 16,4 millions \$ ou 21,8 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les conséquences de l'incertitude économique continuent de pousser nos clients européens à reporter, voire annuler, les projets discrétionnaires afin de dégager des ressources pour investir dans des initiatives visant à stimuler à court terme les marges et les flux de trésorerie. Ces baisses ont surtout été constatées relativement aux clients des secteurs cibles des télécommunications et services publics et des services financiers.

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010, les produits attribuables au secteur d'exploitation Europe ont totalisé 114,8 millions \$, ce qui représente une diminution de 34,9 millions \$ ou 23,3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les taux de change défavorables ont entraîné une diminution de 7,8 millions \$. Cette diminution est attribuable aux facteurs susmentionnés pour le trimestre.

CHARGES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Périodes de trois mois terminées les				Périodes de six mois terminées les			
	31 mars 2010	% des produits	31 mars 2009	% des produits	31 mars 2010	% des produits	31 mars 2009	% des produits
Coûts des services et frais de vente et d'administration	739 330	81,2 %	795 886	83,9 %	1 489 715	81,7 %	1 632 963	83,8 %
(Gain) perte de change	(41)	0,0 %	(1 271)	-0,1 %	(1 162)	-0,1 %	2 513	0,1 %
Amortissement								
Immobilisations	17 628	1,9 %	16 568	1,7 %	34 809	1,9 %	30 385	1,6 %
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	6 322	0,7 %	5 106	0,5 %	11 225	0,6 %	9 885	0,5 %
Autres actifs incorporels	23 239	2,6 %	24 780	2,6 %	45 461	2,5 %	51 467	2,6 %
Amortissement total	47 189	5,2 %	46 454	4,9 %	91 495	5,0 %	91 737	4,7 %

Coûts des services et frais de vente et d'administration

Par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2009, les coûts des services et les frais de vente et d'administration ont diminué de 56,6 millions \$. Cette diminution s'explique surtout par les variations favorables des taux de change de 58,9 millions \$, en partie absorbées par les variations défavorables des taux de change de 70,9 millions \$ mentionnées dans notre rubrique sur les produits. Exprimés en pourcentage des produits, nos coûts des services et les frais de vente et d'administration sont passés de 83,9 % à 81,2 %, en raison surtout de l'amélioration de la marge brute à la suite d'initiatives de restructuration et d'augmentation du rendement mises en œuvre précédemment, dont une charge de 5,5 millions \$ comptabilisée au deuxième trimestre de l'exercice 2009 principalement à l'égard de notre secteur d'exploitation Canada. Les coûts de nos services sont établis principalement en fonction de la rémunération, laquelle fluctue en raison des ajustements salariaux, du calendrier de versement des avantages sociaux et de toute indemnité de départ octroyée pendant la période. Nous continuons de canaliser nos efforts sur la gestion proactive de nos coûts pour assurer leur concordance avec les produits.

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010, les coûts des services et les frais de vente et d'administration ont diminué de 143,2 millions \$. Cette diminution est principalement attribuable aux variations favorables des taux de change de 101,9 millions \$, neutralisées en partie par l'incidence négative de la variation des taux de change de 121,2 millions \$ sur les produits. Cette diminution s'explique également par l'adoption de nombreuses mesures de réduction des coûts au cours des deux derniers exercices. Au cours de la période correspondante de l'exercice 2009, la Société a versé des indemnités de départ totalisant environ 11,7 millions \$ pour le marché canadien. Ces mesures nous ont permis de réduire

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

nos coûts des services et les frais de vente et d'administration, qui sont passés de 83,8 % à 81,7 %. Ces mesures témoignent de l'engagement de CGI à réduire les coûts pour faire face à la conjoncture économique.

(Gain) perte de change

Ce poste comprend l'incidence réalisée et non réalisée de la variation des taux de change sur notre bénéfice. La Société, en plus de sa couverture naturelle, a mis en œuvre une stratégie visant à gérer son exposition, dans la mesure du possible, aux fluctuations des taux de change au moyen de l'utilisation efficace d'instruments financiers.

Amortissement

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010, la hausse de l'amortissement du matériel informatique a été presque entièrement absorbée par la diminution de l'amortissement des améliorations locatives, ce qui a entraîné une augmentation de la dotation aux amortissements des immobilisations par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les mesures de restructuration au cours du dernier exercice ont permis de réduire le besoin de la Société en locaux pour bureaux et en améliorations locatives; par conséquent, il y a eu peu d'acquisitions et les améliorations locatives dans les locaux inoccupés ont été radiées au cours de l'année dernière, entraînant une diminution de la dotation aux amortissements. En revanche, l'amortissement du matériel informatique a grimpé en raison des investissements effectués pour soutenir les nouveaux contrats et pour améliorer l'infrastructure de nos centres de traitement des données.

La hausse de la dotation aux amortissements des immobilisations pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010 est principalement attribuable à l'achat de matériel informatique au cours du dernier exercice pour soutenir nos nouveaux contrats et pour améliorer l'infrastructure de nos centres de traitement des données.

L'amortissement des coûts liés à des contrats pour le trimestre et depuis le début de l'exercice est légèrement supérieur à celui de l'exercice précédent, traduisant l'augmentation du nombre de nouveaux contrats au cours des trimestres précédents.

La dotation aux amortissements des autres actifs incorporels a fléchi par rapport aux périodes de trois mois et de six mois correspondantes terminées le 31 mars 2009. Ce fléchissement est surtout attribuable à la perte de valeur comptabilisée au dernier trimestre de l'exercice 2009 relativement à certaines solutions d'affaires financières de nos activités aux États-Unis. En conséquence, aucun amortissement n'a été constaté à l'égard de ces actifs dépréciés au cours des derniers six mois. En outre, au cours des derniers exercices, nous avons élargi l'utilisation de nos ressources outre-mer en vue de réduire le coût de nos investissements dans les solutions d'affaires, ce qui a aussi eu une incidence favorable sur la réduction de la dotation aux amortissements.

Pour les périodes de trois mois et de six mois, les variations des taux de change ont eu une incidence favorable sur l'amortissement total de respectivement 3,3 millions \$ et 5,6 millions \$.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

BAII AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION

	Périodes de trois mois terminées les			Périodes de six mois terminées les		
	31 mars 2010	31 mars 2009	Variation	31 mars 2010	31 mars 2009	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>						
Canada	95 269	67 955	40,2 %	185 097	144 617	28,0 %
<i>En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Canada</i>	<i>17,9 %</i>	<i>12,8 %</i>		<i>17,3 %</i>	<i>13,0 %</i>	
États-Unis	45 355	43 402	4,5 %	86 113	92 189	-6,6 %
<i>En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis</i>	<i>14,0 %</i>	<i>12,6 %</i>		<i>13,5 %</i>	<i>13,5 %</i>	
Europe	(1 386)	6 144	-122,6 %	12	10 442	-99,9 %
<i>En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Europe</i>	<i>-2,6 %</i>	<i>8,2 %</i>		<i>0,0 %</i>	<i>7,0 %</i>	
Siège social	(15 275)	(10 251)	49,0 %	(27 823)	(25 770)	8,0 %
<i>En pourcentage des produits</i>	<i>-1,7 %</i>	<i>-1,1 %</i>		<i>-1,5 %</i>	<i>-1,3 %</i>	
BAII ajusté	123 963	107 250	15,6 %	243 399	221 478	9,9 %
<i>Marge du BAII ajusté</i>	<i>13,6 %</i>	<i>11,3 %</i>		<i>13,3 %</i>	<i>11,4 %</i>	

Canada

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation Canada s'est établi à 95,3 millions \$, soit une hausse de 27,3 millions \$ ou 40,2 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2009. Exprimée en pourcentage des produits, notre marge a augmenté, passant de 12,8 % à 17,9 %. Cette hausse par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent résulte en majeure partie des avantages attribuables à la restructuration de nos activités au Canada mise en œuvre à l'exercice précédent, ainsi que notre attention constante afin d'améliorer les marges bénéficiaires. Ces deux facteurs ont eu une incidence positive sur notre marge brute et nos charges d'exploitation. En outre, les investissements effectués au cours des deux exercices précédents ont contribué à l'amélioration de la productivité de nos centres de données.

Depuis le début de l'exercice, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation Canada s'est établi à 185,1 millions \$, soit une hausse de 40,5 millions \$ ou 28,0 %. Exprimée en pourcentage des produits, notre marge est passée de 13,0 % en 2009 à 17,3 % en 2010. Cette augmentation est attribuable aux facteurs susmentionnés, ainsi qu'à un niveau plus élevé d'indemnités de départ et à d'autres coûts de restructuration engagés au cours du premier et du deuxième trimestre de 2009. Les charges sont associées aux mesures prises par la Société pour maintenir une structure des coûts alignée sur les réalités économiques.

États-Unis

En hausse de 2,0 millions \$ ou 4,5 % par rapport au deuxième trimestre de 2009, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation États-Unis a atteint 45,4 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2010. La dépréciation du dollar américain a fait baisser le BAII ajusté de 8,8 millions \$; par conséquent, en devises constantes, le BAII ajusté a progressé de 10,7 millions \$ ou 24,7 %. Exprimée en pourcentage des produits, notre marge a augmenté, passant de 12,6 % à 14,0 %. La croissance du BAII ajusté est liée aux produits additionnels provenant des nouveaux contrats que nous avons conclus à la fin de l'exercice 2009, en particulier dans le secteur public, de même que de l'efficacité accrue de nos centres d'excellence situés en Inde.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation États-Unis a diminué de 6,1 millions \$ ou de 6,6 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. En fait, notre secteur d'exploitation États-Unis a enregistré une bonne croissance du BAII ajusté, mais cette croissance a été complètement annulée par l'incidence négative des taux de change de 14,9 millions \$ imputables à la faiblesse du dollar américain. En devises constantes, le BAII ajusté a progressé de 8,9 millions \$ ou 9,6 %; parallèlement au trimestre, la progression du BAII ajusté s'explique par la conclusion de nouveaux contrats avec des clients des secteurs des gouvernements et services de santé et des services financiers.

Europe

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation Europe a subi une perte de 1,4 million \$, soit une baisse de 7,5 millions \$ ou 122,6 % par rapport à la même période en 2009. Exprimée en pourcentage des produits, notre marge a reculé, passant de 8,2 % à -2,6 %. Ce recul est principalement attribuable à la baisse des produits mentionnée auparavant, entraînant une capacité excédentaire dans toutes les régions du secteur. Nous avons encouru certaines primes de départ au cours du dernier quart et nous sommes engagés à mettre en place des initiatives additionnelles afin d'améliorer davantage nos marges dans ce secteur d'exploitation.

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010, le BAII ajusté a reculé de 10,4 millions \$ ou 99,9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour atteindre un point zéro pour les raisons susmentionnées.

Siège social

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010, les charges du siège social ont représenté 1,7 % des produits, en hausse par rapport à 1,1 % au trimestre correspondant de l'exercice 2009. Bien qu'il ne soit pas significatif au cours du trimestre considéré, l'effet des gains et des pertes de change réalisés et non réalisés est inclus dans les charges du siège social. Compte non tenu de l'incidence de la variation des taux de change, les charges du siège social auraient représenté 11,5 millions \$ ou 1,2 % des produits en 2009. Avant la réduction des coûts facturés entre nos unités d'exploitation, les charges du siège social sont demeurées relativement stables.

Depuis le début de l'exercice, les charges du siège social sont passées de 1,3 % à 1,5 % des produits. Compte non tenu de la variation des taux de change, le pourcentage des produits que représentent les charges du siège social aurait progressé de 1,2 % à 1,6 %. Cette progression est attribuable aux mêmes facteurs décrits précédemment pour le trimestre.

Conformément à notre modèle d'entreprise décentralisé, fortement axé sur la responsabilisation, nous continuons à évaluer les services assurés par le siège social et, s'il y a lieu, nous procéderons à leur rationalisation ainsi qu'à leur intégration à nos secteurs d'exploitation.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

BÉNÉFICE TIRÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le tableau ci-dessous fournit, pour les périodes indiquées, un rapprochement de notre BAII ajusté et du bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices, qui est présenté conformément aux PCGR du Canada.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Périodes de trois mois terminées les				Périodes de six mois terminées les			
	31 mars 2010	% des produits	31 mars 2009	% des produits	31 mars 2010	% des produits	31 mars 2009	% des produits
BAII ajusté	123 963	13,6 %	107 250	11,3 %	243 399	13,3 %	221 478	11,4 %
Intérêts sur la dette à long terme	3 825	0,4 %	5 258	0,6 %	7 554	0,4 %	11 960	0,6 %
Revenu d'intérêts	(613)	-0,1 %	(777)	-0,1 %	(984)	-0,1 %	(1 547)	-0,1 %
Autres (revenus) charges	(127)	0,0 %	852	0,1 %	(655)	0,0 %	3 357	0,2 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	120 878	13,3 %	101 917	10,7 %	237 484	13,0 %	207 708	10,7 %

Intérêts sur la dette à long terme

La diminution sur douze mois de la charge d'intérêts pour les périodes de trois mois et de six mois résulte essentiellement de l'effet combiné sur nos facilités de crédit de la variation favorable des taux d'intérêt et des remboursements de dette effectués au cours du dernier exercice.

Revenu d'intérêts

Le revenu d'intérêts comprend les intérêts et les autres revenus de placement touchés sur les soldes de trésorerie et les placements à court terme au cours de la période, déduction faite de la charge d'intérêts.

Autres (revenus) charges

Les autres (revenus) charges comprennent la variation de la juste valeur de certains placements liés à un régime de rémunération différée que nous gérons à titre de fiduciaire pour certains de nos employés américains. Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2009, une variation défavorable de 2,0 millions \$ était attribuable au régime de rémunération différée. La moins-value liée au régime de rémunération différée a été annulée entièrement par une baisse correspondante des coûts de rémunération inclus dans les coûts des services et les frais de vente et d'administration et n'a par conséquent aucun effet sur notre rentabilité.

Impôts sur les bénéfices

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2010 et 2009, la charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie respectivement à 39,3 millions \$ et 25,3 millions \$, soit une augmentation de 14,0 millions \$. Notre taux d'imposition effectif pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2010 et 2009 s'est fixé respectivement à 32,5 % et 24,9 %. Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2009, les ajustements fiscaux relatifs au règlement favorable des activités à l'étranger pour les exercices antérieurs ont fait baisser la charge d'impôts sur les bénéfices de 7,3 millions \$. Compte non tenu de ces ajustements fiscaux favorables, notre taux d'imposition pour le deuxième trimestre de 2009 aurait été de 32,0 %, soit un taux comparable à celui du trimestre considéré.

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010, la charge d'impôts sur les bénéfices a totalisé 44,7 millions \$, ce qui correspond à une diminution de 6,5 millions \$ par rapport à la charge d'impôts sur les bénéfices de 51,1 millions \$ l'exercice précédent, et notre taux d'imposition effectif a reculé, passant de 24,6 % à 18,8 %. La diminution de la charge d'impôts sur les bénéfices et du taux d'imposition effectif s'explique surtout par l'ajustement fiscal favorable de 30,5 millions \$ comptabilisé au premier trimestre de l'exercice 2010, en comparaison des ajustements fiscaux favorables de 15,9 millions \$ inscrits pour la période de six mois terminée le 31 mars 2009. Compte non tenu de ces ajustements fiscaux favorables, notre taux d'imposition effectif aurait été de respectivement 31,7 % et 32,3 % pour les périodes de six mois des exercices 2010 et 2009.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Nous continuons de prévoir que notre taux d'imposition effectif avant tout règlement important sera de l'ordre de 31 % à 33 % pour les périodes ultérieures.

BÉNÉFICE NET

Le tableau ci-dessous présente les renseignements sous-jacents au calcul du résultat par action :

	Périodes de trois mois terminées les			Périodes de six mois terminées les		
	31 mars 2010	31 mars 2009	Variation	31 mars 2010	31 mars 2009	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf indication contraire)</i>						
Bénéfice tiré des activités poursuivies	81 591	76 590	6,5 %	192 810	156 579	23,1 %
Marge	9,0 %	8,1 %		10,6 %	8,0 %	
Bénéfice tiré des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices	-	1 223	-100,0 %	-	1 308	-100,0 %
Bénéfice net	81 591	77 813	4,9 %	192 810	157 887	22,1 %
Marge	9,0 %	8,2 %		10,6 %	8,1 %	
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B (de base)	287 330 500	308 499 935	-6,9 %	291 448 576	308 385 803	-5,5 %
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B (dilué)	295 089 439	311 411 994	-5,2 %	299 250 115	311 129 594	-3,8 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies <i>(en dollars)</i> ¹	0,28	0,25	12,0 %	0,66	0,51	29,4 %
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies <i>(en dollars)</i> ¹	0,28	0,25	12,0 %	0,64	0,50	28,0 %
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i> ¹	0,28	0,25	12,0 %	0,66	0,51	29,4 %
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i> ¹	0,28	0,25	12,0 %	0,64	0,50	28,0 %

¹ Les montants relatifs au bénéfice par action sont attribuables aux actionnaires de CGI.

Pour les trois mois terminés le 31 mars 2010, le bénéfice tiré des activités poursuivies a grimpé de 5,0 millions \$ ou 6,5 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la rentabilité de notre secteur d'exploitation Canada, en partie neutralisée par des charges d'impôts sur les bénéfices plus élevées parce que, contrairement au trimestre considéré, un ajustement fiscal favorable de 7,3 millions \$ avait été inscrit au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Déduction faite de l'incidence favorable des ajustements fiscaux au deuxième trimestre de l'exercice 2009, le bénéfice tiré des activités poursuivies aurait augmenté de 12,3 millions \$, et la marge serait passée de 7,3 % pour l'exercice 2009 à 9,0 % pour l'exercice 2010.

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010, le bénéfice tiré des activités poursuivies a augmenté de 36,2 millions \$ ou 23,1 %. Cette augmentation s'explique surtout par les ajustements fiscaux de 30,5 millions \$ enregistrés au premier trimestre de 2010. Déduction faite de ces ajustements fiscaux de 30,5 millions \$ et de 15,9 millions \$ pour la période de six mois correspondante de l'exercice précédent, le bénéfice normalisé tiré des activités poursuivies aurait augmenté de 21,6 millions \$, surtout en raison de l'augmentation de la rentabilité de notre secteur d'exploitation Canada. La marge normalisée aurait progressé de 7,2 % à 8,9 %.

Le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions de CGI en circulation au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2010 a diminué par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison du rachat d'actions sur le marché libre dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. L'émission d'actions subalternes classe A, dans le contexte de l'exercice d'options sur actions, a partiellement atténué l'effet de ces rachats.

Participation ne donnant pas le contrôle

La participation ne donnant pas le contrôle inscrite dans notre état des résultats représente la participation dans Conseillers en informatique d'affaires (« CIA ») détenue par des actionnaires minoritaires, laquelle s'établit à 32,4 %, contre 34,2 % pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

SITUATION DE TRÉSORERIE

CGI finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit, l'émission d'actions à long terme et l'émission d'actions. L'un de nos principaux objectifs financiers est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant efficacement nos actifs, nos passifs et nos flux de trésorerie.

Au 31 mars 2010, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 419,1 millions \$. Le tableau qui suit présente un sommaire de la provenance et de l'affectation des flux de trésorerie pour les périodes de trois mois et de six mois terminées les 31 mars 2010 et 2009.

	Périodes de trois mois terminées les			Périodes de six mois terminées les		
	31 mars 2010	31 mars 2009	Variation	31 mars 2010	31 mars 2009	Variation
<i>(en milliers de dollars)</i>						
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	125 016	187 299	(62 283)	291 144	266 900	24 244
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies	(37 397)	(28 078)	(9 319)	(72 782)	(53 940)	(18 842)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement poursuivies	(5 341)	(194 508)	189 167	(136 321)	(103 062)	(33 259)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(11 431)	5 699	(17 130)	(17 196)	26 234	(43 430)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités poursuivies	70 847	(29 588)	100 435	64 845	136 132	(71 287)

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION POURSUIVIES

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies se sont élevés à 125,0 millions \$ ou 13,7 % des produits pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010, tandis qu'ils se sont chiffrés à 187,3 millions \$ ou 19,8 % des produits pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 62,3 millions \$ sur douze mois découle de la variation nette des délais moyens de recouvrement des créances entre les deux périodes.

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies ont augmenté de 24,2 millions \$ pour se fixer à 291,1 millions \$, soit 16,0 % des produits, comparativement à 266,9 millions \$ ou 13,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du bénéfice tiré des activités poursuivies, laquelle a été en partie contrebalancée par une hausse du solde des travaux effectués mais non encore facturés aux clients.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT POURSUIVIES

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies ont totalisé 37,4 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010, ce qui représente une hausse de 9,3 millions \$ par rapport à des flux de trésorerie affectés de 28,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies se sont élevés à 72,8 millions \$, comparativement à 53,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement au cours du trimestre et depuis le début de l'exercice découle principalement de l'ajout de coûts liés à des contrats, de l'achat de licences d'utilisation de logiciels et de placements à court terme.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Les placements à court terme, composés de dépôts à terme, ont des échéances initiales de plus de trois mois, mais d'au plus un an, à la date de leur acquisition. La Société a acquis des placements à court terme au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 31 mars 2010 de respectivement 1,8 million \$ et 10,8 millions \$, alors qu'aucun pareil investissement n'a été effectué au cours des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie affectés à l'acquisition d'immobilisations se sont chiffrés à 12,8 millions \$ pour le trimestre, ce qui représente une baisse de 3,3 millions \$ par rapport aux investissements de 16,1 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, 21,0 millions \$ ont été affectés à l'acquisition d'immobilisations, ce qui correspond à une diminution de 10,8 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces diminutions sont attribuables aux investissements plus élevés dans du matériel informatique aux fins d'amélioration des infrastructures de nos centres de données en 2009. En outre, les efforts de restructuration de 2009 ont entraîné une baisse des besoins de locaux pour bureaux de la Société, ce qui a réduit l'investissement dans les améliorations locatives.

Les investissements dans les actifs incorporels se sont élevés à 22,8 millions \$, soit 7,4 millions \$ de plus que les 15,3 millions \$ du deuxième trimestre de l'exercice 2009. Depuis le début de l'exercice, la Société a investi 40,9 millions \$ dans les actifs incorporels, ce qui représente une hausse de 14,0 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'achat de licences d'utilisation de logiciels et aux coûts de transition capitalisés relativement aux contrats conclus avec des nouveaux clients et des clients existants.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT POURSUIVIES

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010, 5,3 millions \$ ont été affectés aux activités de financement poursuivies, ce qui représente une baisse de 189,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, la Société a prélevé 107,2 millions \$ sur ses facilités de crédit surtout comme instrument de couverture et a remboursé 5,0 millions \$ sur la dette à long terme. Nous avons également utilisé un montant de 124,8 millions \$ pour racheter les actions de la Société dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et touché un produit de 17,1 millions \$ par suite de l'émission d'actions dans le cadre de l'exercice d'options sur actions.

Au cours du trimestre correspondant de l'exercice 2009, 194,5 millions \$ ont été affectés aux activités de financement poursuivies. Aucun montant n'a été prélevé sur nos facilités de crédit, au contraire, la Société a affecté des fonds au remboursement de 213,9 millions \$ au titre des facilités de crédit et des billets de premier rang non garantis en devise américaine. Le règlement de nos couvertures de flux de trésorerie associées au remboursement de la première tranche de nos billets de premier rang non garantis en devise américaine a aussi eu une incidence favorable de 18,3 millions \$ sur les flux de trésorerie. Nous avons racheté 2,4 millions \$ d'actions de la Société dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, contrebalancé par un produit de 3,5 millions \$ tiré de l'exercice des options sur actions.

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010, 136,3 millions \$ ont été affectés aux activités de financement poursuivies, ce qui représente une hausse de 33,3 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La Société a prélevé un montant de 107,2 millions \$ sur ses facilités de crédit et a remboursé un montant de 9,3 millions \$ sur la dette à long terme. Nous avons également utilisé un montant de 275,2 millions \$ pour racheter des actions de CGI dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et touché un produit de 41,4 millions \$ par suite de l'émission d'actions dans le cadre de l'exercice d'options sur actions.

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2009, 103,1 millions \$ ont été affectés aux activités de financement poursuivies. Au cours de cette période, la Société a prélevé un montant de 144,7 millions \$ sur ses facilités de crédit et a remboursé un montant de 266,6 millions \$ sur la dette à long terme et ses facilités de crédit. Nous avons également eu une incidence positive de 18,3 millions \$ sur les flux de trésorerie, tel qu'il a été mentionné pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009. Nous avons racheté 4,2 millions \$ d'actions de la Société dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, contrebalancé par un produit de 4,8 millions \$ tiré de l'exercice d'options sur actions.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

INCIDENCE DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2010, nous avons enregistré une réduction de 11,4 millions \$ de la trésorerie attribuable à l'incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Cette réduction a été grandement contrebalancée par un gain non réalisé de 10,3 millions \$ avant impôts sur la conversion de notre dette à long terme désignée comme couverture de nos investissements nets dans des établissements étrangers autonomes. Ni la réduction de 11,4 millions \$ ni le gain non réalisé de 10,3 millions \$ n'ont eu d'incidence sur le bénéfice net, car les deux montants ont été comptabilisés dans le résultat étendu.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Nous assumons des obligations contractuelles assorties de dates d'échéance variées. Ces obligations sont principalement liées à la location de bureaux, de matériel informatique et autre matériel utilisés pour exécuter les contrats d'impartition et aux ententes de service à long terme. Ces obligations n'ont enregistré aucune variation importante depuis la fin de notre exercice terminé le 30 septembre 2009, comme il est expliqué dans le rapport annuel 2009.

En outre, à la suite de la modification de l'entente avec les actionnaires de CIA effectuée au troisième trimestre de l'exercice 2007, CGI s'est engagée à acheter la tranche restante de 39,3 % des actions de CIA d'ici le 1^{er} octobre 2011. Au 31 mars 2010, 32,4 % des actions de CIA n'avaient toujours pas été acquises. Si CGI avait acheté la totalité des actions restantes de CIA en circulation au 31 mars 2010, la contrepartie versée aurait été d'environ 12,6 millions \$.

SOURCES DE FINANCEMENT

	Engagement total	Montants disponibles au 31 mars 2010	Montants prélevés au 31 mars 2010
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	408 272	—
Placements à court terme	—	10 838	—
Facilités de crédit renouvelables non garanties ¹	1 500 000	1 262 065	237 935 ²
Marges de crédit et autres facilités ¹	25 000	25 000	—
Total	1 525 000	1 706 175	237 935 ²

¹ À l'exclusion de toute facilité de crédit qui pourrait être détenue par des entités dont CGI n'est pas l'actionnaire majoritaire.

² Se compose de la tranche utilisée des facilités de crédit de 219,6 millions \$ et de lettres de crédit de 18,3 millions \$.

Notre situation de trésorerie et nos lignes de crédit bancaires suffisent au financement de notre stratégie de croissance. Au 31 mars 2010, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements à court terme se chiffraient à 419,1 millions \$, le solde disponible de nos facilités de crédit s'élevait à 1 262,1 millions \$, et la Société avait accès à un montant supplémentaire de 25,0 millions \$ en vertu d'une autre ligne de crédit remboursable à vue. Les ententes de crédit à long terme sont assorties de clauses restrictives qui exigent le maintien de certains ratios financiers. Au 31 mars 2010, CGI respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ces clauses restrictives.

Les équivalents de trésorerie comprennent généralement des fonds du marché monétaire et des dépôts à terme, ainsi que des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur émis par des grandes banques, lesquels ont tous une échéance initiale de moins de trois mois.

La dette à long terme totale a augmenté de 101,1 millions \$ au cours de la période, pour s'établir à 384,2 millions \$ au 31 mars 2010, contre 283,1 millions \$ au 30 septembre 2009. La variation découle surtout du prélèvement de 101,6 millions \$ (100 millions \$ US) sur nos facilités de crédit aux fins des couvertures pour protéger nos soldes de trésorerie contre les fluctuations de devises par rapport au dollar canadien. L'incidence de la variation des taux de change sur le total de notre dette à long terme est en partie contrebalancée par l'effet de la variation des taux de change sur notre

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

trésorerie et nos équivalents de trésorerie et par les couvertures de flux de trésorerie liés aux billets de premier rang non garantis en devise américaine, réduisant l'incidence totale sur notre dette nette.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET COUVERTURES

La Société a recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments dérivés aux fins de négociation. Les gains ou pertes de change sur les investissements nets dans des filiales étrangères autonomes sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Tout gain ou toute perte réalisé(e) ou non réalisé(e) sur les instruments de couverture de la dette libellée en dollars américains est aussi comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat étendu.

La Société détient les instruments de couverture qui suivent :

Couvertures d'investissements nets dans des filiales étrangères autonomes

- Dette de 200,0 millions \$ US désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales aux États-Unis;
- Dette de 12,0 millions € désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales en Europe.

Couvertures de flux de trésorerie liés aux produits futurs

- Contrats de change à terme de 161,5 millions \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et le dollar canadien;
- Contrats de change à terme de 59,9 millions \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et la roupie indienne;
- Contrats de change à terme de 100,8 millions \$ pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar canadien et la roupie indienne.

Couverture de flux de trésorerie liés aux billets de premier rang non garantis en devise américaine

- Contrats de change à terme de 107,0 millions \$ US.

Au cours des trois mois terminés le 31 mars 2010, la Société a désigné une dette de 100,0 millions \$ US comme instrument de couverture additionnel d'une tranche de l'investissement net de la Société dans des filiales autonomes aux États-Unis.

La partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et la partie inefficace, le cas échéant, dans l'état consolidé des résultats. La partie efficace de la variation de la juste valeur des dérivés est sortie des autres éléments du résultat étendu pour être portée aux résultats à titre d'ajustement des produits au moment de la constatation des produits visés par l'opération de couverture. L'évaluation de l'efficacité est fondée sur les taux à terme et sur la méthode du dérivé hypothétique. Au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 31 mars 2010, aucune inefficacité n'a été comptabilisée dans l'état consolidé des résultats.

La Société estime qu'une tranche d'environ 12,5 millions \$ des gains nets non réalisés cumulés sur l'ensemble des instruments financiers dérivés qui ont été désignés comme couvertures de flux de trésorerie au 31 mars 2010 sera reclassée en résultat net au cours des douze prochains mois.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

INDICATEURS DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE ET DES SOURCES DE FINANCEMENT

Aux 31 mars	2010	2009
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme	s.o.	4,0 %
Rendement des capitaux propres	15,5 %	15,1 %
Rendement du capital investi	16,0 %	14,1 %
Délai moyen de recouvrement des créances	35	42

s.o. = sans objet (se reporter à la page 9)

Au 31 mars 2010, la Société avait un excédent de la situation de trésorerie nette (y compris les placements à court terme) de 35,3 millions \$. La Société utilise le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme comme indicateur de son levier financier afin d'obtenir d'importants contrats d'impartition, d'agrandir les centres de livraison à l'échelle mondiale ou à des fins d'acquisitions. Notre capacité à générer des rentrées de fonds nous a permis de rembourser une tranche importante de notre dette, ce qui s'est traduit par une situation de trésorerie nette. Cela indique que nous sommes bien positionnés à l'égard des cibles d'acquisition identifiées au moyen de notre programme de quadrillage stratégique.

Le rendement des capitaux propres est une mesure du rendement que nous produisons pour nos actionnaires. À la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2010, celui-ci s'établissait à 15,5 %, comparativement à 15,1 % à l'exercice précédent. Cette hausse, qui s'explique par une marge bénéficiaire nette plus solide, a été neutralisée par l'incidence négative des fluctuations des devises au cours des douze derniers mois. En outre, la Société continue de racheter des actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Le taux de rendement du capital investi est passé de 14,1 % pour l'exercice 2009 à 16,0 % pour l'exercice 2010. Nos efforts au cours des 12 à 18 derniers mois pour rationaliser notre structure de coûts et pour améliorer notre productivité ont entraîné une augmentation considérable du bénéfice net, donnant lieu à une hausse du ratio. Le rendement du capital investi a également augmenté en raison du fait que les activités d'exploitation de la Société génèrent davantage de flux de trésorerie d'exploitation. Le rendement du capital investi actuel indique que la Société utilise stratégiquement son capital pour optimiser de façon continue le rendement pour ses actionnaires.

Le délai moyen de recouvrement des créances a diminué à 35 jours. Nous demeurons déterminés à garder le délai moyen de recouvrement des créances à 45 jours et, au cours des cinq derniers trimestres, nous avons atteint et dépassé cet objectif. Notre suivi continu des débiteurs a considérablement amélioré les délais moyens de recouvrement des créances. On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés de la somme des créances clients et des travaux en cours; c'est pourquoi les avances reçues de clients en contrepartie de travaux à exécuter peuvent avoir une incidence sur ce délai.

INSTRUMENTS DE FINANCEMENT HORS BILAN ET GARANTIES

Nous n'utilisons pas d'instruments de financement hors bilan sauf dans le cas des contrats de location-exploitation visant les bureaux, le matériel informatique et les véhicules. Conformément aux PCGR, ni les passifs liés à ces contrats ni les actifs sous-jacents ne sont constatés au bilan, car les modalités des baux ne satisfont pas aux critères permettant la capitalisation. De temps à autre, nous concluons des ententes en vertu desquelles nous fournissons à des tiers des garanties de performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de cessions d'entreprises, de garanties et de contrats conclus avec le gouvernement américain.

Dans le cadre de la vente d'actifs et de la cession d'entreprises, la Société pourrait devoir dédommager des contreparties par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que plusieurs des ententes précisent une limite de responsabilité globale d'environ 20,8 millions \$, d'autres ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces montants dépend de la

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. La Société estime que l'obligation qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties n'aurait pas un effet important.

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences juridiques et réglementaires étendues, et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

Dans le cours normal de nos activités, nous pouvons fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En règle générale, nous ne serions responsables des cautionnements de soumission que si nous refusions d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. Nous serions également responsables pour des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de nos engagements. Au 31 mars 2010, nous avons engagé un montant total de 110,2 millions \$ dans ces types de cautionnement. À notre connaissance, nous nous conformons à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de service pour lesquels il existe de telles garanties, et l'obligation totale, le cas échéant, qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties n'aurait pas un effet important sur nos résultats ni sur notre situation financière consolidés.

Par ailleurs, nous avons fourni une garantie de 5,9 millions \$ sur la valeur résiduelle de matériel loué, comptabilisée en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du contrat.

CAPACITÉ DE LIVRER LES RÉSULTATS

Une situation de trésorerie et des sources de financement suffisantes sont nécessaires pour appuyer les activités continues visant l'exécution de notre stratégie de croissance équilibrée. La Société dispose de sources de financement adéquates grâce à ses flux de trésorerie d'exploitation, à ses facilités de crédit, à ses ententes de crédit à long terme et aux capitaux investis par ses actionnaires. Ces fonds ont été principalement affectés à des acquisitions génératrices de valeur, donnant lieu à la signature de nouveaux contrats importants d'impartition et de services délégués à long terme, ainsi qu'à des investissements dans nos solutions d'affaires. Les fonds ont également servi à élargir notre réseau mondial de prestation de services, un nombre croissant de nos clients exigeant des solutions de rechange moins coûteuses. Sur le plan du financement, nous sommes bien placés pour poursuivre l'exécution de notre stratégie de croissance qui s'appuie sur quatre piliers au cours de l'exercice 2010.

La participation de leaders forts et expérimentés est essentielle pour mener à bien notre stratégie. CGI est dotée d'une équipe de direction solide, formée de membres très compétents qui ont acquis une vaste expérience dans le secteur des TI grâce à des cheminements de carrière et à des rôles de leadership variés. CGI favorise le développement du leadership pour s'assurer que l'ensemble de l'organisation bénéficie d'un apport continu de savoir et de force. Dans le cadre de la planification de la relève aux postes clés, nous avons créé l'Institut de leadership, notre propre université d'entreprise, afin de développer le leadership, les compétences techniques et les aptitudes de gestion, inspiré par les origines et les traditions de CGI.

Comme les ressources humaines sont le pilier de notre entreprise, nos employés et leur savoir sont essentiels pour offrir un service de qualité à nos clients. Pour nos effectifs de 26 000 professionnels, notre programme de ressources humaines offre une rémunération et des avantages sociaux concurrentiels, un environnement de travail favorable, des programmes de formation et de perfectionnement professionnel, afin d'attirer et de retenir les personnes les plus talentueuses. CGI s'informe régulièrement de la satisfaction des employés par l'intermédiaire d'un sondage à l'échelle de la Société, et des mesures sont prises pour remédier aux problèmes immédiatement. Quelque 87 % de nos employés, que nous appelons aussi des membres, sont également propriétaires de CGI par le truchement de notre régime d'achat d'actions qui harmonise les objectifs des membres avec les buts stratégiques de CGI. De plus, tous les membres prennent part au succès de la Société grâce au régime de participation aux profits.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Outre nos sources de financement et le talent de nos ressources humaines, CGI a établi des assises de gestion qui comprennent la régie d'entreprise, des cadres de gestion perfectionnés et un modèle organisationnel pour ses processus d'unité d'affaires et ses processus d'entreprise. Ces assises, de même que les systèmes internes appropriés, contribuent à nous permettre de fournir un service de grande qualité en tout temps à nos clients. Les bureaux de CGI maintiennent des certifications appropriées au regard des normes de service de programmes de qualité, notamment l'ISO et le *Capability Maturity Model Integration*.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de ses activités, CGI est partie à des contrats conclus avec Innovaposte Inc. (« Innovaposte »), une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %. Le tableau qui suit présente la valeur des opérations entre la Société et Innovaposte et les soldes qui en découlent, constatés aux prix du marché.

(en milliers de dollars)	Aux et pour les périodes de trois mois terminées à ces dates		Aux et pour les périodes de six mois terminées à ces dates	
	31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
	2010	2009	2010	2009
Produits	21 412	28 030	47 095	60 446
Débiteurs	6 623	9 052	6 623	9 052
Travaux en cours	1 723	2 794	1 723	2 794
Coûts liés à des contrats	7 458	9 963	7 458	9 963
Créditeurs	1 632	-	1 632	-
Produits reportés	1 314	2 035	1 314	2 035

RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS SUR LA COENTREPRISE

La quote-part revenant à la Société des activités de sa participation en coentreprise comprise dans les états financiers consolidés se présente comme suit :

(en milliers de dollars)	Aux et pour les périodes de trois mois terminées à ces dates		Aux et pour les périodes de six mois terminées à ces dates	
	31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
	2010	2009	2010	2009
Produits	20 043	21 967	47 752	53 439
Bénéfice net	2 342	2 295	4 048	6 330
Actif à court terme	36 931	37 602	36 931	37 602
Actif à long terme	3 479	1 603	3 479	1 603
Passif à court terme	12 391	14 557	12 391	14 557
Passif à long terme	986	642	986	642

SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers intermédiaires consolidés pour les périodes de trois mois et de six mois terminées les 31 mars 2010 et 2009 ne sont pas vérifiés et comprennent tous les ajustements que la direction juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

La présentation d'informations par voie de notes dans les états financiers intermédiaires n'est pas conforme à tous les égards aux PCGR du Canada pour les états financiers annuels consolidés. Ainsi, les états financiers intermédiaires consolidés doivent être lus avec les états financiers annuels consolidés de la Société de l'exercice terminé le 30 septembre 2009. Les présents états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles des états financiers annuels consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, à l'exception des nouvelles conventions comptables adoptées le 1^{er} octobre 2009.

Certains chiffres correspondants de la période précédente ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période écoulée et ont été retraités à l'adoption du chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », et le chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle ».

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Le 1^{er} octobre 2009, la Société a choisi d'adopter de manière anticipée les chapitres qui suivent du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« ICCA ») publiés en janvier 2009 puisqu'ils se rapprochent principalement des Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et des PCGR des États-Unis :

- a) Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Les dispositions de ce chapitre sont semblables à celles de l'IFRS 3 (révisée), « Regroupements d'entreprises », et à celles de l'Accounting Standards Codification (« ASC ») Topic 805, *Business Combinations*, selon les PCGR des États-Unis. Selon le nouveau chapitre, dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, l'acquéreur comptabilise la plupart des actifs acquis et des passifs pris en charge au moment de l'acquisition à leur juste valeur à la date d'acquisition, y compris les participations ne donnant pas le contrôle et les contreparties conditionnelles. La variation ultérieure de la juste valeur des contreparties conditionnelles classées à titre de passifs est comptabilisée en résultat. Les coûts liés à l'acquisition et à la restructuration doivent aussi être passés en charges à mesure qu'ils sont engagés plutôt que capitalisés comme une composante du regroupement d'entreprises. De plus, les actifs d'impôts futurs non comptabilisés antérieurement liés à l'entreprise acquise doivent être comptabilisés en résultat après le regroupement d'entreprises plutôt que portés en réduction de l'écart d'acquisition.
- b) Le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle », remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale. Les dispositions de ces chapitres sont semblables à celles de l'International Accounting Standards 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels », selon les IFRS et à celles de l'ASC Topic 810, *Consolidation*, selon les PCGR des États-Unis. Selon le chapitre 1602, la Société doit présenter les participations ne donnant pas le contrôle comme un élément distinct des capitaux propres aux bilans consolidés plutôt qu'à titre de passif. Les opérations entre une entité et une participation ne donnant pas le contrôle sont traitées comme des opérations portant sur les capitaux propres. De plus, la répartition du bénéfice net et du résultat étendu entre les actionnaires de la Société et les participations ne donnant pas le contrôle est présentée de manière distincte dans les états consolidés des résultats et du résultat étendu. Auparavant, les participations ne donnant pas le contrôle étaient comptabilisées en déduction du bénéfice net et du total du résultat étendu.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables de la Société comprennent celles qui sont décrites à la note 2 afférente aux états financiers annuels consolidés vérifiés au 30 septembre 2009, de même que toute modification de convention comptable décrite à la note 1 afférente aux états financiers intermédiaires. La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

sur le montant des actifs et des passifs et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants des produits et des charges constatés au cours de la période considérée. Étant donné que la présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

On considère qu'une estimation comptable est importante si elle repose sur des hypothèses que la direction a dû faire au moyen de renseignements très incertains au moment où l'estimation a été formulée, si plusieurs estimations différentes auraient raisonnablement pu être utilisées pour la période considérée, ou encore si on peut raisonnablement s'attendre à ce que l'estimation comptable subisse des modifications qui pourraient avoir une incidence importante sur notre situation financière, sur l'évolution de notre situation financière ou sur nos résultats d'exploitation.

Éléments sur lesquels les estimations ont une incidence	Bilans consolidés	États consolidés des résultats			
		Produits	Coûts des services et frais de vente et d'administration	Amortissement/Dépréciation	Impôts sur les bénéfices
Écart d'acquisition	X			X	
Impôts sur les bénéfices	X				X
Éventualités et autres passifs	X		X		
Passifs liés aux intégrations	X		X		
Constatation des produits	X ¹	X			
Rémunération à base d'actions	X		X		
Crédits d'impôt à l'investissement et programmes gouvernementaux	X		X		
Dépréciation d'actifs à long terme	X			X	

¹ Débiteurs, travaux en cours et produits reportés.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au niveau de l'unité d'exploitation visée, au moins une fois l'an et en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de recouvrer sa valeur comptable. Les tests de dépréciation nécessitent une comparaison entre la juste valeur et la valeur comptable de chaque unité d'exploitation. Les unités faisant l'objet d'un test de dépréciation sont nos trois secteurs d'exploitation. L'estimation de la juste valeur d'une unité d'exploitation se fonde sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés au moyen d'hypothèses importantes approuvées par la direction telles que les flux de trésorerie futurs, les prévisions relatives à la croissance, les valeurs finales, les taux d'actualisation et les données du secteur. Toute modification des estimations utilisées pourrait avoir une incidence importante sur le calcul de la juste valeur et de la perte de valeur qui en résulte. Des modifications importantes aux estimations ou aux hypothèses servant aux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition n'auraient pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Impôts sur les bénéfices

La Société établit les actifs et les passifs d'impôts exigibles et futurs conformément aux lois de l'impôt sur les bénéfices en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront vraisemblablement au moment où il est prévu que l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les lois et règlements de l'impôt sur les bénéfices qui s'appliquent sont soumis à l'interprétation de la Société, qui évalue périodiquement la valeur finale de réalisation des impôts futurs résultant d'écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que des pertes fiscales reportées. Pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôts futurs se réalisera, la Société doit estimer ses revenus imposables futurs. Les montants ultimes des impôts futurs et de la provision pour impôts pourraient différer substantiellement des montants présentés au bilan, car ils dépendent des résultats d'exploitation futurs de la Société ainsi que de ses interprétations des lois fiscales.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Éventualités et autres passifs

La Société comptabilise des charges à payer pour tenir compte des coûts de restructuration et d'intégration des entreprises qu'elle a acquises et d'autres passifs dont l'estimation repose en grande partie sur le jugement. Quand la Société établit une provision en marge d'une poursuite entamée ou éventuelle, d'obligations liées à une garantie ou d'autres passifs possibles, elle se fonde sur la possibilité d'un gain ou d'une perte qui demeurera incertaine jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou ne se réalisent pas. La résolution de cette incertitude peut confirmer la diminution ou la constatation d'un passif. La Société calcule les charges à payer sur la base des précédents historiques, des tendances courantes et d'autres hypothèses qui lui semblent raisonnables dans les circonstances.

Passifs liés aux intégrations

Les passifs liés aux intégrations se composent surtout de provisions associées à des baux visant des locaux que des entreprises acquises occupaient et que la Société a l'intention de quitter. La direction de la Société estime les coûts liés à la résiliation des baux à la date de l'acquisition de l'entreprise et rectifie la provision initiale dès qu'elle obtient tous les renseignements pertinents. Les taux d'actualisation et la possibilité de sous-louer les locaux à des tiers font partie des principales hypothèses utilisées pour déterminer cette provision. Pour calculer la valeur actualisée des paiements prévus, la Société a utilisé l'hypothèse que le taux d'actualisation correspondrait au taux d'intérêt applicable à ses billets non garantis. La possibilité de sous-louer les bureaux inoccupés a été évaluée sur la base de l'expérience de la direction de la Société et des connaissances de ses conseillers relativement aux régions considérées et aux caractéristiques des locaux. De plus, à la date de clôture de chaque période comptable, la Société estime les charges liées aux bureaux fermés dans le contexte de son programme de restructuration.

De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. Certaines de ces procédures pourraient occasionner des dommages-intérêts importants. La Société détermine s'il est pertinent de comptabiliser une perte ou de faire état de la réclamation ou de la poursuite dans ses états financiers consolidés en tenant compte, entre autres, de la période durant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits, du degré de probabilité d'une issue défavorable et de la possibilité d'estimer la perte avec une justesse raisonnable.

Constatation des produits

Nos produits sont en majeure partie constatés au moyen de critères qui ne nous obligent pas à recourir à des estimations importantes. Néanmoins, CGI fournit certains services assortis de mécanismes particuliers d'établissement des prix, notamment des contrats à forfait selon la méthode de l'avancement des travaux et des ententes liant la rémunération aux gains réalisés par le client. La méthode de l'avancement des travaux se fonde sur des estimations des coûts et des bénéfices tout au long de l'exécution des ententes, y compris l'estimation des ressources et des coûts nécessaires pour achever les travaux. En outre, s'il est plus probable qu'improbable que les coûts totaux liés à un contrat seront plus élevés que les produits totaux émanant de ce contrat, on comptabilise une provision équivalant à la perte, et ce, dès la période durant laquelle la perte est décelée. Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes liant la rémunération aux gains réalisés par le client sont constatés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les bénéfices résultant de ces ententes atteindront la valeur sur laquelle la constatation des produits repose.

Dans le cas d'accords visant la prestation de services multiples, la Société évalue également si la ventilation des produits entre les diverses prestations correspond à la juste valeur relative de chacune des prestations, telle qu'elle est déterminée au moyen d'estimations internes ou de preuves objectives émanant d'un fournisseur. Elle constate ensuite les produits attribuables à chaque prestation, comme s'il s'agissait de plusieurs contrats distincts visant chacun une seule prestation de services.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des accords et les estimations sous-jacentes. En raison de la variation des volumes, des changements technologiques et d'autres facteurs impossibles à prévoir au moment de la conclusion d'un contrat, il peut exister un écart important entre les produits estimés initialement et les produits réellement constatés aux termes d'un accord.

Rémunération à base d'actions

CGI comptabilise son régime de rémunération à base d'actions conformément au chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA*, « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». Conformément aux recommandations de ce chapitre, CGI a décidé d'utiliser le modèle d'évaluation de Black et Scholes pour déterminer la valeur des options attribuées dans le cadre de ses paiements à base d'actions. Ce modèle se fonde, entre autres, sur les variables suivantes : la volatilité prévue de l'action sur la durée des attributions, le taux de déchéance attendu, la durée de vie prévue des options et le taux d'intérêt sans risque. D'autres hypothèses et des circonstances nouvelles pourraient faire varier sensiblement les résultats d'exploitation.

Crédits d'impôt à l'investissement et programmes gouvernementaux

La Société considère les crédits d'impôt remboursables sur les salaires ainsi que les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement qu'elle reçoit comme des crédits d'impôt à l'investissement, car ils respectent les critères d'admissibilité à ces crédits et aux programmes gouvernementaux. La Société est soumise à des vérifications annuelles visant à déterminer si elle exerce des activités admissibles à des crédits d'impôt en vertu de divers programmes gouvernementaux et, le cas échéant, les montants auxquels elle a droit. La Société évalue périodiquement les charges admissibles aux crédits d'impôt ainsi que la conformité de ses activités aux critères des programmes gouvernementaux.

Dépréciation d'actifs à long terme

La Société soumet les actifs à long terme, tels que les actifs incorporels et les immobilisations, à un test de recouvrabilité à la fin de chaque exercice dans le cas des solutions d'affaires, ou lorsque des événements ou des changements de situation font en sorte que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Dans le cas des solutions d'affaires, des droits d'utilisation de logiciels et des relations avec les clients, les estimations et hypothèses incluent le calcul de la durée appropriée de la période d'amortissement des coûts capitalisés, sur la base de la vie utile estimative de ces actifs, l'estimation des flux de trésorerie futurs attendus de ces actifs, ainsi que l'évaluation de ces éléments par rapport aux soldes non amortis. Dans le cas des logiciels internes et des immobilisations, on détermine la durée appropriée de la période d'amortissement en estimant le laps de temps pendant lequel la Société pourra utiliser ces actifs de façon continue. Pour évaluer la possibilité de recouvrer les coûts capitalisés des logiciels, la Société doit estimer les produits futurs, les coûts ainsi que les flux de trésorerie futurs, positifs et négatifs. Pour évaluer les possibilités de recouvrement des coûts liés à des contrats, la Société calcule la valeur non actualisée des flux de trésorerie estimatifs du contrat sur sa durée restante et compare le résultat de cette opération à la valeur comptable du contrat. Toute modification aux estimations ou aux hypothèses utilisées dans le cadre des tests de dépréciation des actifs à long terme n'aurait aucune incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'adopter les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») pour l'établissement des états financiers relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, notre premier trimestre selon les IFRS sera la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2011.

Afin de se préparer à ce changement, la Société a élaboré un plan de conversion aux IFRS qui comporte quatre phases : diagnostic, évaluation précise de l'incidence, conception, mise en œuvre. Des mises à jour trimestrielles sont présentées au Comité de vérification et de gestion des risques. Nous avons terminé l'étape du diagnostic, qui comprenait un examen

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

approfondi des différences entre les PCGR du Canada actuels et les IFRS, ainsi qu'une étude des options possibles en matière d'adoption.

La deuxième étape du plan, qui est en cours depuis février 2009 et qui devrait s'achever d'ici juillet 2010, nous permettra de déterminer précisément l'incidence des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS. Cette étape devrait notamment aboutir à l'établissement de la documentation à l'appui du raisonnement qui sous-tend les choix de conventions comptables, les nouvelles informations à fournir, les textes faisant autorité en la matière et l'évaluation quantitative des incidences, le cas échéant. Les implications de notre plan de transition et de conversion ayant été notés au cours de cette étape, nous procéderons à l'évaluation des incidences sur les autres volets importants de la conversion, soit les modifications à apporter à nos systèmes informatiques, les exigences en matière de formation et les répercussions sur les activités de la Société. De plus, lorsque les choix de conventions comptables seront faits, la Société devra apporter les changements nécessaires pour assurer l'intégrité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information.

Les deux dernières étapes seront mises en œuvre immédiatement après la deuxième étape. En réalité, ces deux étapes sont mises en œuvre à mesure que des choix sont faits au cours de la deuxième étape. Par exemple, si nous relevons une incidence importante sur les systèmes relativement à un choix de convention comptable, nous élaborerons une stratégie pour résoudre les problèmes de conception et de mise en œuvre.

En plus d'une équipe de travail, nous avons formé un comité directeur sur les IFRS chargé de faire le suivi des progrès et d'approuver les recommandations de l'équipe de travail. L'équipe de travail se réunit toutes les deux semaines et le comité directeur, une fois par mois. Le Comité de vérification et de gestion des risques reçoit des rapports tous les trimestres.

Afin de développer une expertise en matière de présentation de l'information financière selon les IFRS à tous les niveaux, la Société a lancé un programme de formation. En plus de la formation technique offerte au personnel financier clé, nous avons offert de la formation aux autres équipes de travail des secteurs financiers et opérationnels tout au long de l'étape en cours. Notre objectif est de développer et de maintenir l'expertise en interne et de suppléer, au besoin, en faisant appel à des ressources externes. Tous les trimestres, les membres de notre Comité de vérification et de gestion des risques obtiennent également de la formation sous différents thèmes dans le cadre de chaque réunion. La Société prévoit également une séance d'information à l'occasion de la réunion de son conseil d'administration à l'automne 2010.

La Société a complétée son évaluation sur certaines conventions comptables, lesquelles sont décrites ci-après. Veuillez prendre note que ces évaluations ont été prises en fonction des normes existantes et de la conjoncture économique actuelle pourraient changer d'ici la date de transition. Nous continuerons de communiquer tous les changements afin de s'assurer que les lecteurs sont tenus au courant. En outre, l'information présentée ci-après n'est qu'un bref sommaire des principales incidences de la conversion aux IFRS.

Concernant les immobilisations corporelles, nous avons évalué les IFRS par rapport aux PCGR actuels et n'avons relevé aucune incidence importante sur nos états financiers hormis les obligations d'information additionnelles. La direction continuera d'utiliser le coût historique comme indicateur de mesure et procédera à l'évaluation de la dépréciation à la date de la transition, puis annuellement par la suite. En ce qui concerne le système, la direction n'a relevé aucun aspect nécessitant une intervention au cours de l'étape de conception.

Pour ce qui est des contrats de location, nous n'avons relevé aucune incidence importante sur nos états financiers hormis la présentation d'informations additionnelles. Au moment de classer les contrats de location-acquisition (ou « contrats de location-financement » en vertu des IFRS), la direction doit exercer son jugement puisque contrairement aux PCGR actuels, aucun seuil quantitatif n'est prescrit. À la suite de l'évaluation effectuée dans le cadre de l'étape d'évaluation précise de l'incidence, nous avons conclu que la question du classement ne posait aucun problème. Qui plus est, la Société conclut de moins en moins de contrats de location-exploitation en vertu des PCGR du Canada. Pour quantifier la valeur d'un contrat de location-financement, les IFRS exigent l'utilisation du taux d'intérêt implicite du contrat de location. Ce

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

traitement diffère des PCGR du Canada qui préconisent l'utilisation du taux d'emprunt marginal du preneur ou, s'il est inférieur, du taux implicite du contrat de location. Après analyse, nous considérons l'incidence sur les finances, les activités et les systèmes comme négligeable pour CGI. Un exposé-sondage sur la comptabilisation des contrats de location en vertu des IFRS est attendu à la fin de 2010.

Concernant les instruments financiers, nous n'avons relevé aucune incidence importante relativement à la comptabilisation et à la présentation de l'information. Il existe certaines différences entre les PCGR actuels et les IFRS pour définir le classement des actifs financiers et des passifs financiers, mais ces différences n'ont aucune incidence sur le classement effectué actuellement par la Société en vertu des PCGR du Canada. Les relations de couverture désignées qui sont admissibles à la comptabilité de couverture en vertu des PCGR du Canada sont également admissibles en vertu des IFRS; toutefois, l'information relative aux relations de couverture devra être retouchée pour la rendre conforme aux exigences des IFRS au moment de la transition.

Pour ce qui est de la consolidation, nous n'avons relevé aucune incidence importante sur nos états financiers. Les entités du Groupe CGI consolidé appliquent les mêmes conventions comptables et ont des périodes de présentation de l'information financière correspondantes selon les PCGR actuels. En vertu des IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle sont initialement comptabilisées à la juste valeur, contrairement à la valeur comptable en vertu des PCGR du Canada. Cependant, cette différence ne devrait pas avoir une incidence importante puisque la Société ne compte qu'une seule participation ne donnant pas le contrôle, à savoir CIA. L'incidence sera quantifiée au moment de l'évaluation des regroupements d'entreprises.

De plus, nous avons évalué les IFRS par rapport aux PCGR que nous utilisons actuellement à l'égard des opérations de change et n'avons relevé aucune incidence importante sur nos états financiers. Nous avons réévalué les monnaies fonctionnelles de chacune des entités de CGI, revu les concepts de conversion des devises et conclu qu'aucun ajustement n'était nécessaire.

Concernant la dotation aux provisions, nous nous attendons à ce que la comptabilisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations soit touchée mais nous ne prévoyons aucun impact significatif pour la Société. La Société devra ajuster la présentation de l'information financière sur la dotation aux provisions conformément à leurs classifications. Bien que les critères de comptabilisation et d'évaluation aient été resserrés selon les IFRS, nous estimons qu'ils auront peu d'incidence sur nos états financiers.

En ce qui concerne les regroupements d'entreprises, nous avons adopté de manière anticipée le chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, le 1^{er} octobre 2009. Cette norme présente des dispositions similaires à celles de l'IFRS 3 (révisée). Nous évaluons actuellement l'incidence des dispositions transitoires des IFRS au moment de la transition.

Nous avons retardé l'étape d'évaluation précise de l'incidence pour la comptabilisation des produits jusqu'à la publication de l'abrégé 175 des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN »), *Accords de prestations multiples générateurs de produits*. Le CPN établit les lignes directrices sur certains aspects de la comptabilisation des accords en vertu desquels la Société exécutera de multiples activités génératrices de produits. L'ICCA a approuvé l'abrégé le 21 décembre 2009, ce qui a facilité l'harmonisation de nos conventions comptables pour la comptabilisation des produits en vertu des IFRS. Nous relancerons la deuxième étape d'évaluation tout en surveillant les faits nouveaux des IFRS à ce sujet.

L'évaluation de nos choix de conventions comptables ne révèle actuellement aucune incidence importante sur nos principales mesures du rendement, à l'exception des répercussions associées aux regroupements d'entreprises futurs. En ce qui concerne les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt, nos choix de conventions comptables selon les IFRS n'entraînent pour l'instant aucun changement important dans les postes des états financiers compris dans les calculs et, par conséquent, il n'est pas nécessaire de renégocier nos conventions d'emprunt avec nos créanciers.

AUTRES MODIFICATIONS

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

En décembre 2009, l'ICCA a publié l'abrégé 175 des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN-175 »), *Accords de prestations multiples générateurs de produits*, qui modifie le CPN-142, *Accords de prestations multiples générateurs de produits*. Le CPN-175 établit les lignes directrices sur certains aspects de la comptabilisation des accords en vertu desquels la Société exécutera de multiples activités génératrices de produits. En vertu de ce nouvel abrégé, en l'absence d'une preuve objective émanant d'un fournisseur ou d'une preuve émanant d'un tiers à l'égard des prestations aux termes d'un accord, il sera nécessaire d'utiliser la meilleure estimation du prix de vente afin de séparer les prestations et de répartir la contrepartie liée à l'accord au moyen de la méthode du prix de vente relatif. Le CPN-175 comprend également de nouvelles exigences de présentation quant à l'incidence de l'application de la méthode du prix de vente relatif sur le moment et le montant de la constatation des produits. Le CPN-175 est applicable de façon prospective, mais peut être adopté de façon rétrospective, et s'applique aux accords de prestations générateurs de produits qui seront conclus ou modifiés significativement au cours des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption anticipée est également permise, mais si elle a lieu au cours d'une période intermédiaire, elle nécessite une application rétrospective depuis le début de l'exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption du CPN-175 sur les états financiers consolidés.

RISQUES ET INCERTITUDES

Nous envisageons les perspectives d'avenir à long terme de la Société avec confiance. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui pourraient avoir une incidence sur notre capacité de réaliser notre vision stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération lors de l'évaluation du potentiel de la Société à titre de placement.

RISQUES DE MARCHÉ

Risque économique – L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats d'exploitation. Nous ne pouvons prédire ni les répercussions de la conjoncture économique sur nos revenus futurs ni le moment où une reprise marquée surviendra. Durant les périodes de récession, nos clients et nos clients éventuels peuvent annuler, réduire ou reporter des contrats en cours, ou encore retarder l'octroi de nouveaux mandats. Généralement, les entreprises réduisent aussi l'ampleur des projets informatiques qu'elles entreprennent durant les périodes de difficultés économiques, ce qui se traduit par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre plus restreint de mandats durant un ralentissement, la concurrence s'intensifie ordinairement. Il peut alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents, surtout ceux qui disposent de ressources financières importantes, réduisent leurs taux pour maintenir ou accroître leur part du marché. De telles circonstances pourraient déclencher des ajustements de prix visant à respecter les dispositions de nos contrats relatives à l'étalement. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos prix, de nos produits et de notre rentabilité.

RISQUES LIÉS À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Concurrence pour l'obtention des contrats – CGI évolue dans un marché mondial où la concurrence entre les fournisseurs de services en TI est vive. Certains de nos concurrents ont de plus grandes ressources financières, de meilleures capacités de mise en marché et de vente ou une plus grande portée dans certaines régions, ce qui leur permet de mieux livrer concurrence pour les nouveaux contrats. Dans certains marchés spécialisés, régionaux ou métropolitains, nos concurrents sont des petites entreprises qui possèdent des capacités spécialisées et qui peuvent fournir des services plus efficacement sur le plan économique. Certains de nos concurrents ont une plus grande présence que nous dans des pays où les coûts sont moins élevés, ce qui peut leur permettre d'offrir des services dans le monde entier à des conditions plus favorables. L'intensification de la concurrence parmi les entreprises de services en TI se traduit souvent par une pression sur les prix. Rien ne garantit que nous réussirons à fournir suffisamment de services de qualité à prix concurrentiel pour nous permettre de maintenir ou d'accroître notre part de marché.

Durée du cycle de vente des grands contrats d'impartition – Les contrats d'impartition devenant de plus en plus considérables et complexes, la Société constate un allongement des cycles de vente qui durent de 12 à 24 mois. L'allongement du cycle de vente pourrait nous empêcher d'atteindre nos cibles de croissance annuelles.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Disponibilité et conservation de professionnels de TI qualifiés – Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. Par conséquent, nous devons continuer à attirer et à fidéliser du personnel hautement compétent. Si nos programmes complets visant le recrutement et la conservation de professionnels qualifiés et dévoués ne nous permettent pas d'avoir un nombre suffisant d'employés bien formés et qualifiés pour servir les besoins de nos clients, nous pourrions devoir nous tourner vers la sous-traitance ou les mutations pour combler l'écart. Ces mesures pourraient entraîner une hausse des coûts, ce qui exercerait une pression sur notre marge.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques – En raison de l'évolution rapide du secteur des technologies de l'information et de la baisse constante des coûts d'acquisition et de maintien d'une infrastructure de TI, nous devons anticiper la transformation des besoins de nos clients. Pour ce faire, nous devons adapter nos services et nos solutions de manière à conserver et à améliorer notre avantage concurrentiel et à préserver notre capacité à fournir des services rentables. La concurrence est féroce sur le marché des services et des solutions que nous offrons, et rien ne garantit que nous réussirons à croître et à adapter nos activités en temps opportun. Si nous tirons de l'arrière, notre capacité à garder nos clients et à en attirer de nouveaux pourrait en souffrir, ce qui pourrait exercer des pressions sur nos revenus, notre marge bénéficiaire et les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation connexes.

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui – Malgré nos efforts, les mesures que nous mettons en place pour nous assurer que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui pourraient ne pas être efficaces, et, par conséquent, il peut arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous ou nos clients. Nous établissons des contrats de licence visant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle et pouvons par ailleurs consentir des indemnisations à l'égard de la responsabilité et des dommages-intérêts résultant des réclamations de tiers touchant des manquements relativement aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce ou secrets commerciaux concernant notre propriété intellectuelle, nos logiciels ou d'autres solutions mises au point pour nos clients. Dans certaines circonstances, le montant de ces demandes d'indemnisation pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client. Les réclamations et les poursuites visant la propriété intellectuelle pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation, nous obliger à conclure des ententes supplémentaires en matière de redevances et de licence, ou nous empêcher d'offrir certaines solutions ou certains services. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des solutions ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des produits ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces produits et services avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Clauses d'étalonnage dans certains contrats – Certains contrats d'impartition permettent aux clients d'utiliser, pour certains services précisés dans le contrat, des mécanismes d'établissement des prix fondés sur l'étalonnage des prix exigés, pour des services similaires, par d'autres fournisseurs formant un groupe de comparaison valable. Ces mécanismes tiennent compte des caractéristiques uniques de l'environnement de chaque client, et, si les résultats indiquent la présence d'un écart supérieur au seuil de tolérance convenu, nous pouvons être tenus de travailler avec le client afin d'établir une nouvelle grille de prix pour les services.

Risques liés à la protection de nos droits de propriété intellectuelle – Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodes, processus, savoir-faire, outils et techniques exclusifs, ainsi que d'autre propriété intellectuelle dont nous nous servons pour fournir nos services. En règle générale, les solutions d'affaires de CGI sont protégées par le droit d'auteur, et elles sont brevetées dans certains cas. Bien que CGI prenne des mesures raisonnables pour protéger et faire valoir ses droits de propriété intellectuelle, rien ne garantit que ces mesures seront adéquates ou qu'il sera possible de les faire respecter. Le coût lié au respect de nos droits peut être considérable et peut ne pas s'avérer viable sur le plan économique. En outre, il peut arriver que les lois de certains pays où nous exerçons nos activités ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. Malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle peuvent s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager les atteintes à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de notre propriété intellectuelle. Il peut aussi arriver que nous ne détectons pas l'utilisation non autorisée de notre propriété intellectuelle ou que nous ne prenions pas les mesures convenables pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

RISQUES LIÉS À NOTRE ENTREPRISE

Fluctuations liées aux secteurs d'activité – Les acquisitions et d'autres transactions peuvent faire fluctuer la composition de nos produits en ce qui a trait à l'apport relatif des projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) et à celui des contrats de plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des produits d'une période à l'autre.

Risque financier et risque d'exploitation associés aux marchés internationaux – Nous gérons des activités dans de nombreux pays dans le monde. L'envergure de nos activités internationales nous rend tributaires de plusieurs facteurs qui pourraient intervenir : les fluctuations des taux de change; le fardeau résultant de l'obligation d'observer un vaste éventail de lois nationales et locales différentes; les incertitudes liées à la diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde; la multiplicité et le caractère parfois contradictoire des lois et des règlements, notamment en matière de fiscalité; la modification des lois en matière de fiscalité, y compris la disponibilité des crédits d'impôt et d'autres incitatifs qui peuvent nuire au coût des services que nous offrons; les pertes d'exploitation que la Société pourrait subir dans certains pays dans le cadre du développement de son infrastructure mondiale de prestation des services et le fait que ces pertes ne seraient pas nécessairement déductibles des revenus aux fins de l'impôt; l'absence, sur certains territoires, de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle; les restrictions sur la circulation d'espèces ou d'autres actifs; les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies; les restrictions visant le rapatriement des bénéfices; l'instabilité politique, sociale et économique, y compris les menaces liées au terrorisme et aux pandémies. Nous avons mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à atténuer le risque de change. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie de couverture, nous ne participons pas au marché des instruments financiers dérivés. N'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient se réaliser et provoquer une baisse de notre rentabilité.

Risque de crédit associé aux débiteurs – Le recouvrement d'une manière efficace et en temps opportun des montants qui nous sont dus nous permet de maintenir nos flux de trésorerie et notre bénéfice net liés aux activités d'exploitation. Les provisions que nous constituons à l'égard du manque à gagner prévu sont fondées sur des estimations faites par la direction et sur notre évaluation de la solvabilité de nos clients, facteurs qui pourraient s'avérer inadéquats à la lumière des résultats réels. Si nous ne fournissons pas nos services conformément aux modalités de nos contrats et selon les attentes raisonnables des clients, et si nous ne facturons pas nos services correctement et en temps opportun, nos recouvrements peuvent en souffrir, ce qui peut nuire directement à nos produits, à notre bénéfice net et à nos flux de trésorerie. En outre, un ralentissement économique prolongé peut pousser bon nombre de nos clients à suspendre ou à reporter leurs projets, freiner leur capacité à payer pour les services déjà rendus et, éventuellement, entraîner un manquement à leurs obligations en vertu des contrats existants, chacune de ces éventualités pouvant donner lieu à une baisse des produits et nuire à nos perspectives.

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises – Le regroupement de nos clients en raison de fusions et d'acquisitions peut entraîner une perte ou une baisse de nos activités si la nouvelle société confie ses besoins en technologies de l'information à un autre fournisseur de services ou décide d'internaliser ces fonctions. Si les besoins en technologies de l'information d'un client s'accroissent en raison d'acquisitions ou d'activités, nous pourrions ne plus avoir la portée géographique ou la masse critique pour servir le client efficacement, ce qui se traduirait par la perte du client et nuirait à nos perspectives. Rien ne garantit que nous serons en mesure d'atteindre nos objectifs de croissance visant à maintenir et à accroître notre portée géographique et notre masse critique dans les marchés que nous ciblons.

Risque de résiliation anticipée des contrats – Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains clients pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité, en cas de changement d'intention de leur part ou en cas de changement de contrôle de CGI. La résiliation anticipée de contrats peut également découler de l'exercice d'un droit légal ou de circonstances qui échappent à notre volonté ou à celle de nos clients et qui empêchent la poursuite du contrat. En cas de résiliation anticipée, nous pourrions ne pas être en mesure de recouvrer les coûts capitalisés liés au contrat ni d'éliminer les coûts récurrents engagés dans le cadre du contrat.

Risques liés à l'estimation des coûts – Pour que nous puissions dégager des marges acceptables, il faut que nous sachions établir les prix de nos services en nous fondant sur une estimation exacte des coûts et des heures de travail nécessaires pour réaliser les projets ou exécuter les contrats d'impartition à long terme. De plus, une partie substantielle de nos contrats visant la réalisation de projets est exécutée en contrepartie de prix fixes. Dans ces cas, la facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client et les produits sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport aux coûts totaux estimés pour la durée du contrat. Nos estimations se fondent sur notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodes et nos professionnels pour réaliser le contrat considéré, conformément à notre Cadre de gestion du partenariat client, un ensemble structuré de processus qui aide les équipes à appliquer des normes homogènes d'excellence à tous les contrats. Si nous n'appliquons pas le Cadre adéquatement, si nous ne réussissons pas à estimer correctement le temps ou les ressources nécessaires pour remplir nos obligations au titre d'un contrat, ou si des facteurs imprévus surviennent, y compris certains facteurs indépendants de notre volonté, il peut y avoir des répercussions sur les coûts ou les calendriers de réalisation, ce qui nous empêcherait d'atteindre les marges bénéficiaires prévues.

Capacité de nos partenaires de respecter leurs engagements – En raison de l'envergure et de la complexité croissantes des contrats, il se peut que nous devions nous appuyer sur des sous-traitants externes, y compris des fournisseurs de logiciels et de matériel, pour respecter nos engagements. Le cas échéant, notre réussite dépend de la capacité de ces tiers à remplir leurs obligations conformément aux budgets et aux calendriers convenus. Si nos partenaires ne s'acquittent pas de leurs obligations, notre aptitude à exécuter un contrat peut être compromise, ce qui peut avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité.

Risque associé aux garanties – Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou garanties peuvent nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances telles que le défaut de respecter les engagements ou la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui peuvent surgir dans le cadre de la prestation des services ou des poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

Risque associé aux taux d'utilisation des ressources humaines – Si nous voulons maintenir notre marge bénéficiaire, nous devons gérer la charge de travail de nos professionnels, qui doivent avoir un taux d'utilisation élevé tout en étant assez disponibles pour nous permettre d'affecter des employés additionnels aux nouveaux contrats. Pour maintenir un taux d'utilisation efficace, nous devons prévoir la charge de travail de nos professionnels tout en gérant adéquatement les programmes de formation et les taux de départs. Si nous échouons à cette tâche, nos taux d'utilisation peuvent diminuer, ce qui aurait une incidence sur nos revenus et notre rentabilité. Inversement, un manque de ressources entraverait notre capacité d'accroître nos revenus.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Risque associé aux affaires émanant des administrations publiques – Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements fédéraux, provinciaux ou étatiques pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des administrations publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en TI; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes en particulier; l'adoption de nouvelles lois visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements; les délais d'acquittement de nos factures par les bureaux de paiement gouvernementaux; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. Notre clientèle du secteur gouvernemental est très diversifiée, puisque nous avons des contrats en vigueur avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux différents aux États-Unis et au Canada. Néanmoins, en cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

Poursuites liées à nos travaux – Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards imprévus, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des retards dans la réalisation des projets nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. En outre, les solutions que nous créons peuvent comporter des défauts qui nuisent à leur performance, ne pas répondre aux besoins de nos clients ou ne pas offrir un service acceptable. De tels problèmes pourraient donner lieu à des poursuites qui auraient une incidence défavorable sur nos activités commerciales, sur nos résultats d'exploitation, sur notre situation financière et sur notre réputation professionnelle. Nos contrats contiennent ordinairement des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux applications que nous élaborons. Il se pourrait que ces dispositions ne nous protègent pas adéquatement ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois en vigueur à certains endroits.

Risques associés à l'information et à l'infrastructure – Dans le cadre de nos activités, les applications et les renseignements de nos clients, y compris leurs renseignements exclusifs, doivent souvent être traités et enregistrés sur nos réseaux et nos systèmes, ainsi que dans des centres de traitement des données que nous gérons. La perte, le vol ou la destruction des renseignements numériques et de matériel connexe, de même que la défaillance du matériel ou des systèmes, peuvent entraîner l'interruption temporaire de nos services. Les défaillances peuvent découler de l'erreur humaine dans un cadre de fonctionnement normal, d'entretien ou de mise à niveau, d'actes de piratage, de vandalisme (y compris les attaques par déni de service et les virus), de vol ou d'accès non autorisé par des tiers, ainsi que de pannes de courant et surtensions, inondations, incendies, catastrophes naturelles ou autres. Les mesures que nous prenons pour protéger les renseignements et les logiciels, y compris les contrôles physiques et logiques d'accès aux locaux et aux renseignements ainsi que les systèmes d'appoint, peuvent ne pas prévenir la perte, le vol ou la destruction des renseignements de nos clients ni les interruptions de service. Ces événements peuvent entraîner une perte financière ou des dommages.

Risque d'atteinte à notre réputation – Notre capacité à livrer concurrence efficacement dans le marché des services de TI dépend de notre réputation à titre de fournisseur de services et de partenaire à long terme compétent et digne de confiance. La nature de nos activités nous expose au potentiel de perte et de destruction des renseignements de nos clients, d'accès non autorisé à ceux-ci ou d'interruptions temporaires de service. Selon la nature des renseignements ou des services en question, ces événements peuvent nuire à la perception de la Société sur le marché. Le cas échéant, notre capacité à attirer de nouveaux clients et à conserver les clients existants pourrait s'en ressentir, ce qui aurait une incidence sur nos revenus et notre bénéfice.

Risques associés aux acquisitions – Le succès de notre stratégie de croissance est lié pour une bonne part à notre capacité d'acquérir de grandes entreprises qui augmenteront notre masse critique dans certaines régions ciblées ainsi que de plus petites entreprises servant des segments particuliers, afin d'approfondir nos compétences et d'élargir nos offres de service.

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

Dans le cadre de notre stratégie, nous devons trouver des cibles d'acquisition et en évaluer le potentiel à la lumière de nos objectifs financiers et d'exploitation. Nous ne pouvons pas garantir que nous continuerons à trouver des cibles d'acquisition appropriées, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions qui satisfont à nos critères économiques ni que les sociétés que nous acquerrons s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes. En l'absence d'acquisitions supplémentaires, il est peu probable que notre croissance future corresponde à notre croissance passée ou aux prévisions de croissance.

Risques associés à l'intégration de nouvelles activités – La direction doit consacrer beaucoup de temps et d'attention à l'intégration des nouvelles activités découlant de notre stratégie d'acquisition ou d'importants contrats d'impartition. Le temps que consacrent les membres de la direction aux activités d'intégration peut nuire à leurs tâches habituelles, ce qui pourrait exercer une pression sur les revenus et le bénéfice de nos activités existantes. De plus, la tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes les nouvelles activités afin de les harmoniser avec nos unités d'affaires existantes est fort complexe et potentiellement accaparante. Les activités d'intégration peuvent occasionner des difficultés d'exploitation inattendues, des dépenses non planifiées et des problèmes de responsabilité. Si nous ne réussissons pas à exécuter notre stratégie d'intégration en temps opportun et de manière efficace sur le plan des coûts, nous aurons de la difficulté à atteindre nos objectifs de croissance et de rentabilité.

Risques de liquidité et de financement – La croissance de la Société dépend du succès de sa stratégie d'entreprise, laquelle dépend quant à elle de la conclusion d'importants contrats d'impartition et d'acquisitions d'entreprises. De par sa nature, notre stratégie de croissance exige que nous financions les investissements nécessaires au moyen de la trésorerie provenant de nos activités existantes, de montants empruntés en vertu de nos conventions de crédit existantes et éventuelles, ainsi que de l'émission d'actions à même notre capital-actions en faveur des contreparties aux opérations ou du grand public. L'obtention du financement nécessaire dépend de la capacité des marchés financiers à satisfaire nos besoins en temps opportun, en fonction de taux d'intérêt et de cours raisonnables qui s'inscrivent dans le cadre d'objectifs rentables. La hausse des taux d'intérêt, la volatilité du cours de nos actions et la capacité de nos prêteurs actuels à satisfaire nos besoins en liquidités sont autant de facteurs qui peuvent restreindre notre accès au financement dont nous avons besoin. Si nous ne sommes pas en mesure d'obtenir le financement nécessaire, nous pourrions ne pas atteindre nos objectifs de croissance.

INTÉGRITÉ DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Il incombe à la direction de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables. Les responsabilités du conseil d'administration comprennent l'évaluation de l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

La Politique d'entreprise de CGI en matière de communication de l'information, document que la Société a officiellement entériné et qui fait partie de ses Textes fondamentaux, vise à sensibiliser le conseil d'administration, la haute direction et les employés à l'égard de l'approche de CGI en matière de communication de l'information. Le conseil d'administration a créé le Comité de supervision de la politique de communication de l'information qui veille à satisfaire aux exigences en matière de communication de l'information des organismes de réglementation et supervise les pratiques de communication de l'information de la Société.

Le Comité de vérification et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences de la Bourse de New York et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières en matière d'indépendance et d'expérience. Le Comité de vérification et de gestion des risques assume notamment les responsabilités suivantes : a) revoir tous nos documents publics présentant des résultats financiers vérifiés et non vérifiés; b) répertorier et examiner les risques financiers et les risques d'exploitation auxquels nous sommes exposés et revoir les diverses politiques et pratiques ayant pour but de gérer ces risques ; c) examiner et évaluer l'efficacité de nos conventions et pratiques comptables en ce qui a trait à la présentation des résultats financiers; d) examiner et surveiller nos procédures, programmes et politiques de contrôle interne, et évaluer leur pertinence ainsi que leur efficacité; e) vérifier la suffisance

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2010

de nos ressources de vérification interne, y compris le mandat et les objectifs du vérificateur interne; f) soumettre au conseil d'administration de CGI des recommandations relatives à la nomination des vérificateurs externes, s'assurer de leur indépendance, réviser les modalités de leur mission et discuter régulièrement avec eux; g) examiner les procédures de vérification; h) examiner les opérations entre apparentés; i) assumer toute autre responsabilité généralement attribuée aux comités de vérification et de gestion des risques ou qui lui est expressément confiée par notre conseil d'administration.

Conformément à notre rapport annuel de 2009, la Société a évalué, en date du 30 septembre 2009, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière, sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont appropriés et efficaces, et qu'ils procurent un degré raisonnable d'assurance que les renseignements importants sur la Société et ses filiales consolidées leur seraient communiqués par d'autres personnes au sein de ces entités.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont restreint la portée de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information financière ainsi que des contrôles internes à l'égard de l'information financière afin d'en exclure les contrôles, les politiques et les procédures d'Innovaposte, coentreprise dans laquelle nous détenons une participation de 49 %. Leur conception est exclue de notre évaluation, car la direction n'est en mesure ni de dicter ni de modifier ni, en pratique, d'évaluer les contrôles internes de cette entité à l'égard de l'information financière. Notre évaluation se limite aux contrôles internes liés à l'inclusion de notre quote-part des résultats de la coentreprise dans nos états financiers consolidés. La participation de CGI dans la coentreprise représente 1 % de notre actif total consolidé et 3 % de nos produits consolidés au 31 mars 2010 et pour le trimestre terminé à cette date. Veuillez vous reporter à la page 26 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à propos d'Innovaposte.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2010, aucun changement n'a été apporté qui a eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

POURSUITES JUDICIAIRES

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de réclamations et de litiges dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces procédures pourraient entraîner des coûts importants. Même si l'issue de ces questions est difficile à prédire avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.